



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 52 du 16 décembre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 décembre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	1303
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1303
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	1303
Bureau des réglementations	1303
Extrait de l'arrêté du 6 décembre 2010 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées – Autorisation préfectorale n° 8/54	1303
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire – Pompes Funèbres PAGNY à LONGWY	1303
Extrait de l'arrêté du 9 novembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JOEUF - Dossier n° 2008/4083	1304
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4207	1304
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JARNY - Dossier n° 2008/4615	1304
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PAGNY-SUR-MOSELLE - Dossier n° 2010/0524	1304
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à JOEUF - Dossier n° 2010/0526	1305
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL - Dossier n° 2010/0527	1306
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY - Dossier n° 2010/0528	1306
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0529	1307
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0533	1308
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT - Dossier n° 2010/0534	1308
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0535	1309
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGLAVILLE - Dossier n° 2010/0536	1310
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0538	1310
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0539	1311
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0540	1312
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0541	1312
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0543	1313
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0547	1314
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY - Dossier n° 2010/0559	1314
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE-SUR-MEURTHE - Dossier n° 2010/0563	1315
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL - Dossier n° 2010/0569	1316
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0570	1317
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BLAINVILLE-SUR-L'EAU - Dossier n° 2010/0571	1317
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0574	1318
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE-SUR-MEURTHE - Dossier n° 2010/0575	1319
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD - Dossier n° 2010/0576	1319
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE-LA-MALGRANGE - Dossier n° 2010/0577	1320
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0578	1321
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE LA MALGRANGE - Dossier n° 2010/0580	1321
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ROSIERES-AUX-SALINES - Dossier n° 2010/0582	1322
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPIGNEULLES - Dossier n° 2010/0586	1323
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0587	1323
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPENOUX - Dossier n° 2010/0594	1324
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPENOUX - Dossier n° 2010/0595	1325
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY - Dossier n° 2010/0598	1325
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CIREY-SUR-VEZOUZE - Dossier n° 2010/0599	1326
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MAXEVILLE - Dossier n° 2010/0600	1327
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à SAINT-CLEMENT - Dossier n° 2010/0601	1327
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0603	1328
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	1329
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1329
Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2010 autorisant la modification des articles 4, 5 et 13 des statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement (SEA) du bassin de Pompey	1329
Bureau des procédures environnementales.....	1329
Extrait de l'arrêté du 1er décembre 2010 modifiant l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag de Toul	1329
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant agrément de la société ECOHUILE à LILLEBONNE pour le ramassage des huiles usagées en Meurthe-et-Moselle.....	1330
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1330
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	1330
Cellule exploitation et sécurité routière	1330
Extrait de l'arrêté permanent 2010 - DIR Est - DE de Metz - n° 54-111 du 18 novembre 2010 relatif à la réglementation de la circulation sur la RN 59	1330
Extrait de l'arrêté 2010 - DIR Est - DE de Metz - n° 54-112 du 18 novembre 2010 portant déclassement de la RN 59, du PR 11 au PR 22+655, avec reclassement dans la voirie départementale	1332
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1332
DIRECTION GENERALE.....	1332
Arrêté N° 2010-479 du 6 décembre 2010 abrogeant l'arrêté n°2010-02 modifié portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine du 1 ^{er} avril 2010.....	1332
Arrêté N° 2010-480 du 6 décembre 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine au Directeur Général Adjoint.....	1333
Arrêté N°2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine	1333
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1337
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1337
Cellule prévention et promotion de la santé	1337
Extrait de l'arrêté ARS/DT54/2010/n° 375 du 24 novembre 2010 portant habilitation de la Maternité Régionale de Nancy en tant que centre de vaccination et centre d'information, de dépistage, de diagnostic et de traitement des infections sexuellement transmissibles.....	1337
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1338
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL.....	1338
Service produits de santé et de la biologie.....	1338
Extrait de l'arrêté n° 2010-352 du 9 novembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale DOUISSARD sis 24 boulevard Adolphe Garnier - Gérardmer (88400) - Autorisation n° 88-32.....	1338
Extrait de l'arrêté n° 2010-353 du 9 novembre 2010 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la société AGEVIE-ASSISTANCE DU GRAND EST	1338
Extrait de l'arrêté N° ARS / FS 88 / 2010 / 532 du 26 novembre 2010 constatant la cessation définitive de l'activité de l'officine de pharmacie exploitée par la société en nom collectif « SNC Pharmacie de la Vallée », sise à GRANGES-SUR-VOLOGNE au n° 26 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny – Licence n°88#00156.....	1339

Extrait de l'arrêté N°ARS / FS 88 / 2010 / 629 du 1 ^{er} décembre 2010 portant autorisation de transfert de l'officine « Pharmacie MOLNAR » du 24 rue Carnot à RAMBERVILLERS (88700) au 33 avenue Félix Faure à RAMBERVILLERS (88700) - Licence n°88#00296.....	1339
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1340
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1340
Extrait de l'arrêté n° 2010- 94 en date du 25 juin 2010 relatif à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1340
Extrait de l'arrêté n° 2010-95 en date du 25 juin 2010 relatif à la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux.....	1343
Extrait de l'arrêté n° 2010-96 en date du 25 juin 2010 relatif à la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	1344
Extrait de l'arrêté n° 2010- 131 en date du 5 juillet 2010 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1345
Extrait de l'arrêté n° 2010-132 en date du 5 juillet 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux.....	1348
Extrait de l'arrêté n° 2010-133 en date du 5 juillet 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	1349
Extrait de l'arrêté n° 2010-201 en date du 13 août 2010 portant nomination des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1350
Extrait de l'arrêté n° 2010-202 en date du 13 août 2010 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1351
Extrait de l'arrêté n° 2010-203 en date du 13 août 2010 portant nomination des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1352
Extrait de l'arrêté n° 2010-204 en date du 13 août 2010 portant nomination membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1353
Extrait de l'arrêté n° 2010-214 en date du 18 août 2010 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1354
Extrait de l'arrêté n° 2010-243 en date du 14 septembre 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	1355
Extrait de l'arrêté n° 2010-244 en date du 14 septembre 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux.....	1355
Extrait de l'arrêté n° 2010-245 en date du 17 septembre 2010 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1356
Extrait de l'arrêté n° 2010-280 en date du 29 septembre 2010 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1360
Extrait de l'arrêté n° 2010-281 en date du 29 septembre 2010 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1361
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1362
Département des établissements de santé.....	1362
Extrait de l'arrêté n° 2010 - 463 en date du 3 décembre 2010 portant approbation de la convention constitutive du G.C.S SYNERGIE.....	1362
Extrait de l'arrêté n° 487 / 2010 du 13 décembre 2010 - Approbation du 1 ^{er} avenant à la convention constitutive du G.C.S Imagerie des Prémontres.....	1362
Extrait de l'arrêté n° 488 / 2010 du 14 décembre 2010 - Approbation du 4 ^{ème} avenant à la convention constitutive du G.C.S des Centres Hospitaliers de Lunéville, Toul, Pont à Mousson, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.....	1363
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE.....	1364
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/379 du 15 septembre 2010 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Aurélie ROGUIN, Centre socio culturel l'Atelier, 106, rue de la République - 54140 Jarville-la-Malgrange.....	1364
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/380 du 15 septembre 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Mademoiselle Alice ALAVOINE, Société « Envie de Folie », 5, rue Edmond Prignet - 54210 Saint-Nicolas-de-Port.....	1364
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1364
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1364
Extrait de la décision du 6 décembre 2010 portant agrément de l'association base de loisirs SOLAN – Serry Orne Loisirs Aventures Nature à MOINEVILLE en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1364
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1365
Service agriculture, forêt, chasse.....	1365
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 452 du 08 décembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à GERBEVILLER - LAMATH - XERMAMENIL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3140.....	1365
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 453, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à XERMAMENIL - LAMATH - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3172.....	1365
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 454, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à XERMAMENIL - LAMATH - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3171.....	1365
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 455, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à XERMAMENIL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3154.....	1366
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 456, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à 3175 - Demande d'autorisation d'exploiter n° TRAMONT LASSUS.....	1366
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 457, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TRAMONT LASSUS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3184.....	1366
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 458, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT REMY AUX BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3173.....	1367
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 459, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VIVIERS SUR CHIERS - NOUILLONPONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3185.....	1367
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 460, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TRAMONT LASSUS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3176.....	1367
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 461, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CRION - SIONVILLER - VARANGVILLE - CROISMARE - BIENVILLE LA PETITE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3170.....	1368
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 462, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY SUR MOSELLE - BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3186.....	1368
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 463, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY SUR MOSELLE - BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3177.....	1368
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 464, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAULXURES LES NANCY - ART SUR MEURTHE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3178.....	1368
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 465, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLEY SAINT ETIENNE - DOMMARTIN LES TOUL - GONDREVILLE - VILLEY LE SEC - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3181.....	1369
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 466, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à AGINCOURT - AMANCE - ARRAYE ET HAN - BOUXIERES AUX CHENES - DOMMARTIN SOUS AMANCE - ESSEY LES NANCY - LAITRE SOUS AMANCE - LANEUVELOTTÉ - PULNOY - SEICHAMPS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3183.....	1369
Service transports, sécurité.....	1369
Extrait de l'arrêté 2010/DDT/TS/037 du 8 décembre 2010 concernant une enquête de "commodo et incommodo" relatif à la suppression des passages à niveau publics pour piétons n° 16 et 22 de la ligne SNCF de Jarville à Mirecourt sur le territoire de la commune de Messein.....	1369
Service environnement, eau, biodiversité.....	1370
Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2010/010 du 30 novembre 2010 définissant l'avis annuel des périodes d'ouverture de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle en 2011.....	1370
Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2010/011 du 30 novembre 2010 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2011.....	1371

Service aménagement durable, urbanisme, risques	1372
Extrait de l'arrêté du 3 décembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de HUSSIGNY-GODBRANGE et THIL	1372
Extrait de l'arrêté du 3 décembre 2010 de prescription de plans de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des communes d'AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, BELLEVILLE, DIEULOUARD, MARBACHE et MILLERY	1372
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	1373
Santé protection animales - Environnement	1373
Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.128 du 7 décembre 2010 portant modification de l'arrêté de création du conseil départemental de la santé et de la protection animales	1373
Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.129 du 7 décembre 2010 portant nomination des membres du conseil départemental de la santé et de la protection animales	1373
AVIS ET COMMUNICATIONS	1374
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	1374
Service aménagement durable, urbanisme, risques	1374
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 39580 du 13 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de OZERAILLES	1374
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42244 du 13 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de FROUARD	1375
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47201 du 13 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LONGWY	1375
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 48798 du 13 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de DOMGERMAIN	1375

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 6 décembre 2010 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées – Autorisation préfectorale n° 8/54**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – L'arrêté préfectoral du 6 octobre 2009 est abrogé.

Article 2 – L'agence de recherches privées dénommée « ACIREF FRANCE » dirigée par Monsieur Jean Renard et Madame Eve RENARD née POULAIN est autorisée à exercer son activité dans la succursale sise 48 bis, rue Gabriel MOUILLERON 54000 NANCY;

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Jean RENARD et Madame Eve RENARD née POULAIN

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique

- Monsieur le greffier du tribunal de commerce de Nancy

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du bureau des réglementations,
Jean-Pierre DEVIDETVoies et délais de recours*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.***Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire – Pompes Funèbres PAGNY à LONGWY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande de renouvellement formulée par Madame Evelyne PAGNY NICOLAS, gérante de l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres et marbrerie PAGNY SARL 25, rue de l'hôtel de ville 54400 LONGWY,

ARRETE

Article 1 - L'entreprise de pompes funèbres «susvisée» est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière

- Le transport de corps après mise en bière

- L'organisation des obsèques

- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires

- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil

- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 99-54-130

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans

Article 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Madame Evelyne PAGNY NICOLAS

- Monsieur le Maire de LONGWY

- Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIAVoies et délais de recours*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales-et de l'immigration Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

Extrait de l'arrêté du 9 novembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JOEUF - Dossier n° 2008/4083

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2009 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à la maison médicale sise 47 rue de Bar à JOEUF (54240), modifié le 17 mars 2009 ;

CONSIDERANT la demande formulée par la ville de JOEUF suite à une erreur dans l'adresse figurant dans l'arrêté modificatif du 17 mars 2009 susvisé ;

AR R E T E

Article 1er – l'article 1er de l'arrêté modificatif du 17 mars 2009 susvisé est modifié ainsi qu'il suit « la ville de JOEUF est autorisée à installer rue de Franchepré, un système de vidéosurveillance comprenant deux caméras extérieures fixes ».

Article 2 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. André CORZANI maire de JOEUF ainsi qu'à M. le Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 9 novembre 2010

Pour le préfet,
Le chef du bureau des réglementations,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4207

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé EV LORRAINE EST EUROPEENNE rue Saint Léon (gare NANCY SAINT-LEON) 54000 NANCY, présentée par M. Bernard VEINNANT;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 14 octobre 2002, à M. Bernard VEINNANT est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/4207.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à M Bernard VEINNANT directeur d'établissement et au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JARNY - Dossier n° 2008/4615

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé « pharmacie Mathieu SARL » 22 Avenue Patton 54800 JARNY présentée par M. Florent MATHIEU ;

AR R E T E

Article 1er – M Florent MATHIEU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/4615.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 09 novembre 2005 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Florent MATHIEU 22 Avenue Patton 54800 JARNY ainsi qu'au Maire de la commune de JARNY et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PAGNY-SUR-MOSELLE - Dossier n° 2010/0524

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé « Pharmacie de Serre » 20 rue de Serre 54530 PAGNY sur MOSELLE présentée par Madame Clémence JACQUES ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Clémence JACQUES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0524.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Clémence JACQUES.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Clémence JACQUES, 20 rue de Serre 54530 PAGNY SUR MOSELLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de PAGNY sur MOSELLE.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à JOEUF - Dossier n° 2010/0526

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

- N° 57 rue du Commerce 54240 JOEUF (salle des fêtes François de CUREL)
- Square de François de WENDEL 54240 JOEUF (salle des fêtes François de CUREL)

ARRETE

Article 1er – Monsieur André CORZANI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0526**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif .

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme la directrice Générale des Services.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur André CORZANI maire de JOEUF et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL - Dossier n° 2010/0527

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé boulangerie « au pain d'autrefois » 52 rue Albert DENIS 54200 TOUL présentée par Monsieur Didier BOUTEILLE ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Didier BOUTEILLE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0527**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Didier BOUTEILLE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Didier BOUTEILLE, 52 rue Albert DENIS 54200 TOUL et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOUL et au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY - Dossier n° 2010/0528

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL VANDO (magasin NOZ) 8 rue d'Alberville 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par Monsieur Martial DURIEUX ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Martial DURIEUX est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0528**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Martiel DURIEUX.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 28 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Martial DURIEUX, 32 rue d'ANJOU 53320 LOIRON et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de VANDOEUVRE-les-NANCY.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0529

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL STAN BIJOUX 5 rue Gustave SIMON 54000 NANCY présentée par Monsieur Philippe MILLIAT ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Philippe MILLIAT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0529**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe MILLIAT.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe MILLIAT, 5 rue Gustave SIMON 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0533

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé RESEAU BUYGUES TELECOM 5 et 7 rue Raugraff 54000 NANCY présentée par Monsieur François-Xavier JOMBART ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur François-Xavier JOMBART est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0533**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur François-Xavier JOMBART, 6 avenue Morane SAULNIER 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT - Dossier n° 2010/0534

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé RESEAU BOUYGUES TELECOM Centre Commercial RN 57 54180 HOUEMONT présentée par Monsieur François-Xavier JOMBART ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur François-Xavier JOMBART est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0534**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur François-Xavier JOMBART, 6 avenue Morane SAULNIER 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de HOUEMONT.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0535

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SAS FREDUCCI centre commercial SAINT SEBASTIEN 54045 NANCY présentée par Madame Sylvie COULON ;

ARRETE

Article 1er – Madame Sylvie COULON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0535**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric CORNAUD, président.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Sylvie COULON , 23 rue Paule RAYMONDIS 31200 TOULOUSE et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGLAVILLE - Dossier n° 2010/0536

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL BLACWIC 89 rue Bogdan POLITANSKI 54810 LONGLAVILLE présentée par Monsieur René LOMBARD ;

A R R E T E

Article 1er – Monsieur René LOMBARD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0536**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. René LOMBARD.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur René LOMBARD , 89 rue Bogdan POLITANSKI 54810 LONGLAVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LONGLAVILLE et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0538

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé EVOPC 145 avenue de Strasbourg 54000 NANCY présentée par Monsieur Frédéric BLANCHARD ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Frédéric BLANCHARD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0538**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric BLANCHARD.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Frédéric BLANCHARD, 145 avenue de Strasbourg 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0539

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Théâtre de la Manufacture (compagnie Michel DIDYN) Quai Claude le Lorrain 54000 NANCY présentée par Monsieur Jean-Louis HOFFMANN ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Jean-Louis HOFFMANN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0539**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Louis HOFFMANN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Louis HOFFMANN, rue baron louis 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0540

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CONNEX place République 54000 NANCY présentée par Monsieur Jérôme GRASSI ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jérôme GRASSI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0540**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable du réseau.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jérôme GRASSI, 59 rue Marcel BROT 54000 Nancy. et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0541

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CONNEX 3 rue Docteur Schmitt 54000 NANCY présentée par Monsieur Jérôme GRASSI ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Jérôme GRASSI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0541**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable du réseau.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jérôme GRASSI, 59 rue Marcel BROT 54000 Nancy et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0543

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé magasin CREAFLICK 24 rue Saint Nicolas 54000 NANCY présentée par Monsieur Maxime BRACARD ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Maxime BRACARD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0543**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Maxime BRACARD.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Maxime BRACARD, 24 rue Saint Nicolas 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0547

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Centre de Pathologie Emile GALLE 81 rue Julie Victoire DAUBIE 54000 NANCY présentée par Stéphane KIRCHNER ;

A R R E T E

Article 1er – Stéphane KIRCHNER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0547**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Edith VOGIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Stéphane KIRCHNER, 81 rue Julie Victoire DAUBIE 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY - Dossier n° 2010/0559

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL « PUR HASARD » 6 B rue Catherine SAUVAGE 54270 ESSEY LES NANCY présentée par Monsieur Richard BENSADOUN ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Richard BENSADOUN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0559**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Richard BENSADOUN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Richard BENSADOUN, 6 B rue Catherine SAUVAGE 54270 ESSEY LES NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE-SUR-MEURTHE - Dossier n° 2010/0563

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie COTTEL 31 rue Gabriel PERI 54110 DOMBASLE sur MEURTHE présentée par Monsieur Christian COTTEL ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Christian COTTEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0563**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christian COTTEL.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Christian COTTEL, 31 rue Gabriel PERI 54110 DOMBASLE sur MEURTHE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de DOMBASLE sur MEURTHE.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL - Dossier n° 2010/0569

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Brasserie « la Cigogne » 3 place des Trois Evêchés 54200 TOUL présentée par Monsieur Eric MULLER ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Eric MULLER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0569**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Eric MULLER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Eric MULLER, 3 place des Trois Evêchés 54200 TOUL et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOUL et au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0570

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL SEBB CARADOR Rue des Ponts (centre commercial Saint Sébastien) 54000 NANCY présentée par Monsieur Eric BOULDOIRES ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Eric BOULDOIRES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0570**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Eric BOULDOIRES.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 2 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Eric BOULDOIRES, 6 rue Etienne MALLET (résidence Chambord N°6) 15100 SAINT FLOUR et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BLAINVILLE-SUR-L'EAU - Dossier n° 2010/0571

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie du Centre 28 rue du Maréchal LECLERC 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU présentée par Madame Sandrine MORI épouse PASQUIER ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Sandrine MORI épouse PASQUIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0571**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Sandrine MORI épouse PASQUIER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Sandrine MORI épouse PASQUIER, 28 rue du Maréchal LECLERC 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de BLAINVILLE sur L'EAU et au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0574

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SNC « TAIEB WEEK END » 20 rue des Dominicains 54000 NANCY présentée par Monsieur David TAIEB ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur David TAIEB est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0574**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. David TAIEB.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur David TAIEB, 20 rue des Dominicains 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE-SUR-MEURTHE - Dossier n° 2010/0575

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie THOMAS 57 rue Gabriel PERI 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE présentée par Monsieur Valéry THOMAS ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Valéry THOMAS est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0575**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Valéry THOMAS.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Valéry THOMAS, 57 rue Gabriel PERI 54110 DOMBASLE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de DOMBASLE.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD - Dossier n° 2010/0576

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé magasin KIABI ZA le Saule Gaillard 54390 FROUARD présentée par Monsieur Julien RAABE ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Julien RAABE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0576**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Julien RAABE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 5 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Julien RAABE, ZA le Saule Gaillard 54390 FROUARD et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de FROUARD.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE-LA-MALGRANGE - Dossier n° 2010/0577

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Bureau de Tabac LEMOINE 49 rue République 54140 JARVILLE LA MALGRANGE présentée par Monsieur Daniel LEMOINE ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Daniel LEMOINE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0577**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Daniel LEMOINE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Daniel LEMOINE, 49 rue République 54140 JARVILLE LA MALGRANGE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0578

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL « l'Arbre à Pains » 47 rue Raymond POINCARE 54000 NANCY présentée par Monsieur Laurent DAINCHE ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Laurent DAINCHE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0578**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent DAINCHE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Laurent DAINCHE, 47 rue Raymond POINCARE 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE LA MALGRANGE - Dossier n° 2010/0580

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé « Pharmacie du Sacré Coeur » 77 rue de la république 54140 JARVILLE LA MALGRANGE présentée par Monsieur Stéphane ZIMMER ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Stéphane ZIMMER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0580**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Stéphane ZIMMER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Séphane ZIMMER 77 rue de la république 54140 JARVILLE LA MALGRANGE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ROSIERES-AUX-SALINES - Dossier n° 2010/0582

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL Fernand HANZO 13 rue Gambetta 54110 ROSIERES AUX SALINES présentée par Madame Emmanuelle VINOT ;

A R R E T E

Article 1er – Madame Emmanuelle VINOT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0582**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Emmanuelle VINOT.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Emmanuelle VINOT, 13 rue Gambetta 54110 ROSIERES-AUX-SALINES et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de ROSIERES-aux-SALINES.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPIGNEULLES - Dossier n° 2010/0586

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie DURAND 6 rue de Nancy 54250 CHAMPIGNEULLES présentée par Madame Monique DURAND ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Monique DURAND est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0586**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (Obligation réglementaire de visualiser le préparatoire depuis le bureau). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Monique DURAND.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Monique DURAND, 6 rue de Nancy 54250 CHAMPIGNEULLES et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CHAMPIGNEULLES.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0587

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie « des Maréchaux » 12 rue d'Amerval 54000 NANCY présentée par Madame Yseult FOULIGNY épouse MAIZIERE ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Yseult FOULIGNY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0587**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Yseult FOULIGNY épouse MAIZIERE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 3 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Yseult FOULIGNY épouse MAIZIERE, 12 rue d'Amerval 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPENOUX - Dossier n° 2010/0594

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé « Tabac ABOUT » 52 bis rue Saint-Barthélémy 54280 CHAMPENOUX présentée par Monsieur Etienne ABOUT ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Etienne ABOUT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0594**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Etienne ABOUT.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Etienne ABOUT, 52 bis rue Saint-Barthélémy 54280 CHAMPENOUX et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CHAMPENOUX.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPENOUX - Dossier n° 2010/0595

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé supermarché SHOPI 52 bis rue Saint-Barthélémy 54280 CHAMPENOUX présentée par Monsieur Etienne ABOUT ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Etienne ABOUT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0595**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue, Prévention d'actes terroristes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Etienne ABOUT.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Etienne ABOUT, 52 bis rue Saint Barthélémy 54280 CHAMPENOUX et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CHAMPENOUX.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY - Dossier n° 2010/0598

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie GOLLE 1 boulevard Cattenoz 54600 VILLERS LES NANCY présentée par Monsieur Alain GOLLE ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Alain GOLLE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0598**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Alain GOLLE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur alain GOLLE , 1 boulevard cattenoz 54600 VILLERS LES NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CIREY-SUR-VEZOUZE - Dossier n° 2010/0599

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie CHATEL 16 place Chevandier 54480 CIREY sur VEZOUZE présentée par Monsieur Régis CHATEL ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Régis CHATEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0599**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Régis CHATEL.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 21 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Régis CHATEL , 16 place Chevandier 54480 CIREY sur VEZOUZE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CIREY sur VEZOUZE et au Sous-Préfet de Lunéville.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MAXEVILLE - Dossier n° 2010/0600

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie COLSON 2 rue de la Mortagne (centre commercial La Cascade) 54320 MAXEVILLE présentée par Madame Laurence COLSON ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Laurence COLSON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0600**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Laurence COLSON.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 25 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Laurence COLSON, 2 rue de la Mortagne 54320 MAXEVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MAXEVILLE.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à SAINT-CLEMENT - Dossier n° 2010/0601

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie « Saint Clément » 18 avenue de la division Leclerc 54950 SAINT CLEMENT présentée par Madame Annette DRUESNE épouse BERNARD ;

AR R E T E

Article 1er – Madame Annette DRUESNE épouse BERNARD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0601**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Annette DRUESNE épouse BERNARD.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Annette DRUESNE épouse BERNARD, 17 avenue de la division LECLERC 54950 SAINT CLEMENT. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de SAINT CLEMENT et au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0603

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CONNEX 44 rue Des Carmes 54000 NANCY présentée par Monsieur Jérôme GRASSI ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jérôme GRASSI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0603**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable réseau.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jérôme GRASSI, 59 rue Marcel BROT 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2010 autorisant la modification des articles 4, 5 et 13 des statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement (SEA) du bassin de Pompey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la totalité des communes membres s'est prononcée favorablement sur cette modification statutaire dans le délai imparti ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

- L'article 4 des statuts du syndicat intercommunal d'Eau et d'Assainissement du bassin de Pompey est modifié comme suit :

"Article 4 – Assainissement collectif

4.1 – Collecte des eaux usées

Le syndicat exerce la compétence « Assainissement collectif – Collecte des eaux usées » pour :

- La commune de Frouard,

- Une partie des communes de Custines et Pompey (voir carte en annexe),

- Exceptionnellement pour les communes de Belleville, Champigneulles, Marbach, et la commune de Pompey pour sa partie ne figurant pas sur la carte en annexe.

4.2 - Transport et traitement des eaux usées

Le syndicat exerce la compétence « Assainissement collectif – Transport et traitement des eaux usées » pour :

- Les communes de Belleville, Champigneulles, Frouard, Marbach et Pompey,

- Une partie de la commune de Custines (voir carte en annexe).

Le syndicat peut, par convention, faire traiter les effluents par une collectivité ou un établissement public voisin(e). "

- L'article 5 des statuts du syndicat est modifié comme suit :

" Article 5 – Eaux pluviales

Le syndicat exerce la compétence « Eaux pluviales - Collecte, transport et traitement » pour :

- La commune de Frouard,

- Une partie des communes de Custines et Pompey (voir carte en annexe)"

- L'article 13 des statuts du syndicat est modifié comme suit :

" Article 13 – Budget / Comptabilité

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses nécessaires à la réalisation de son objet.

Ses recettes proviennent notamment :

- du produit des surtaxes et redevances relevant du syndicat,

- de la contribution des communes membres,

- du produit des subventions,

- du produit des dons et legs,

- du revenu éventuel de ses biens immobiliers,

- du produit des emprunts,

- du produit éventuel résultant des conventions passées.

Les dépenses de fonctionnement à caractère général sont réparties selon les compétences par délibération particulière du comité syndical.

Concernant les dépenses relevant des compétences du syndicat, la répartition de l'éventuelle contribution des communes membres concernées est déterminée par délibération particulière du syndicat.

Les délibérations particulières du syndicat, visées aux alinéas précédents et déterminant la répartition des contributions d'une année N, sont votées avant le 31 décembre de l'année N-1. En cas d'absence de délibération, la répartition de l'année N reprend le principe de l'année N-1."

Le reste sans changement.

Article 2 :Les statuts actualisés du Syndicat intercommunal d'Eau et d'Assainissement du bassin de Pompey, applicables au 1^{er} janvier 2011, sont approuvés et resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Madame la sous-préfète chargée de mission et le président du Syndicat intercommunal d'Eau et d'Assainissement du bassin de POMPEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et à Madame la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 novembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

*Bureau des procédures environnementales***Extrait de l'arrêté du 1er décembre 2010 modifiant l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le périmètre d'étude du PPRT touche légèrement le territoire de la commune de VILLEY SAINT ETIENNE ;

CONSIDERANT que la commune de VILLEY SAINT ETIENNE appartient à la communauté de communes de la Hazelle et que cette dernière a compétence dans l'aménagement de l'espace et la création de zones d'activités

A R R E T E

Article 1er - Modifications :

L'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2009-002 du 18 mars 2009 est modifié comme suit :

« En plus des services de l'État, les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont :

- le directeur de la société BRENNATAG LORRAINE ou son représentant,

- le maire de la commune de TOUL ou son représentant,

- le maire de la commune de VILLEY SAINT ETIENNE ou son représentant,

- le président de la communauté de communes du TOULOIS ou son représentant,

- le président de la communauté de communes de LA HAZELLE ou son représentant,

- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé autour de l'établissement BRENNTAG LORRAINE à TOUL, représenté par les membres désignés lors de la séance du 13 novembre 2008, à savoir :

M. Ouahrani - Transports TOB - Collège Riverains,

M. Dewilde - Paroles d'entreprises - Collège Riverains.

Les réunions de ces personnes et organismes associés sont présidées par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant. Le cas échéant, des réunions peuvent être organisées soit, sur l'initiative du Préfet de Meurthe-et-Moselle ou des services chargés de l'élaboration soit, à la demande des personnes et organismes associés.

Les personnes et organismes associés seront convoqués au moins 5 jours avant la date de réunion.

Les réunions porteront notamment sur :

1. les études techniques du PPRT,
2. les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique,
3. les principes sur lesquels se fonde l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement.

Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DREAL.

Les comptes-rendus des réunions d'associations sont adressés sous quinzaine pour observations, aux personnes et organismes cités ci-dessus. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Avant enquête publique, le projet de plan est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article 2 - : Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies de Toul et Villey-Saint-Etienne ainsi qu'au siège de la communauté de commune du Toulais et au siège de la communauté de communes de la Hazelle.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "L'Est Républicain".

Article 3 - M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, Meurthe-et-Moselle les présidents des communautés de communes concernés, Mme le maire Toul et M. le maire de Villey-Saint-Etienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 1er décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2010 portant agrément de la société ECOHUILE à LILLEBONNE pour le ramassage des huiles usagées en Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La société ECOHUILE, sise Zone industrielle, avenue de Port Jérôme – boîte postale 40 064 à 76170 LILLEBONNE, est agréée pour le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle. Le présent agrément est délivré sans préjudice des dispositions réglementaires applicables au titre notamment des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 : Cet agrément expire à l'issue d'un délai de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 : Le titulaire de l'agrément s'engage à respecter les conditions prévues au titre II de l'annexe de l'arrêté interministériel du 28 janvier 1999 modifié susvisé.

Article 4 : Le non respect, par le titulaire de l'agrément, de l'un des obligations prévues au titre II de l'annexe de l'arrêté interministériel du 28 janvier 1999 susvisé peut entraîner le retrait de l'agrément.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 6 : Recours Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nancy. En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision et à 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de la société ECOHUILE et dont une copie sera adressée à Mme la directrice départementale de la protection des populations et à M. le délégué régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

Nancy, le 9 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Cellule exploitation et sécurité routière

Extrait de l'arrêté permanent 2010 - DIR Est - DE de Metz - n° 54-111 du 18 novembre 2010 relatif à la réglementation de la circulation sur la RN 59

Le préfet de la Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation sur la dite section,

ARRETE

Article 1er : Les prescriptions du présent arrêté portent sur la section courante de la RN59 du PR3+000 au PR 32+570, l'aire de repos de "la Jetée de Pierre" et les échangeurs suivants :

Echangeurs	Routes rencontrées
Lunéville-ZI (n°54 N905905)	RN 4 et RD 590
Fraimbois (n°54-N905910)	RD 590 et RD 148
Betaigne	RD 590
Saint-Clément	RD 590
Azerailles	RD 590a
Baccarat	RD 590
Bertrichamps	RD 590

Article 2 : La circulation sur la RN 59 du PR 3+000 au PR 32+570 est réglementée de la façon suivante :

1/ Statut de la voie

La RN 59 de Moncel-lès-Lunéville à la limite du département des Vosges (commune de Thiaville sur Meurthe) est une route à caractère express au sens des articles L151-1 à L151-5 du code de la voirie routière, conformément au décret du 21 avril 2000.

2/ Limitation de vitesse en section courante

Les conducteurs doivent se conformer aux limitations de vitesse ci-après sur la RN 59.

a/ Section courante sens Lunéville vers Saint-Dié

Du PR 3+078 au PR 3+310	90 km/h
Du PR 3+400 au PR 3+500	90 km/h
Du PR 3+500 au PR 32+570	110 km/h

b/ Section courante sens Saint-Dié vers Lunéville

Du PR 32+570 au PR 3+650	110 km/h
Du PR 3+650 au PR 3+500	90 km/h
Du PR 3+500 au PR 3+400	70 km/h
Du PR 3+360 au PR 3+120	90 km/h

c/ sur les aires : 30 km/h

Les usagers circulant sur la RN 59 ainsi que les usagers provenant de la Route Départementale (ex RN59) doivent céder le passage (AB3a) aux usagers circulant sur l'anneau des carrefours giratoires.

3/ Limitation de vitesse et régime de priorité sur les échangeurs

Echangeur Lunéville-ZI :

Bretelles	Sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de la RD590 de sortie	RN 4	90 à 70 km/h	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelle 2 de sortie	RN 59	90 à 50 km/h par palier	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelle 5 de sortie de la bretelle 2	RN 59	-	cédez le passage	giratoire
Bretelle 8 de l'anneau du giratoire Sud	RN 4	-	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelles	Sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 3 de sortie	RN 4	90 à 30 km/h par palier	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelle 4 de sortie du giratoire Nord	RN 59	90 à 70 km/h	cédez le passage	giratoire

Bretelle 9 (voie spécifique pour transport exceptionnel) : Fait l'objet d'un arrêté spécifique par convoi accompagné des forces de l'ordre.

Echangeur Fraimbois :

Bretelles	Sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de sortie	RD 148	90 à 70 km/h	Stop	plan
Bretelle 2 de la RD148 d'entrée	RN 59	-	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelle 5 de la bretelle 1 d'entrée	RN 59	-	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelles	Sens Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 3 de sortie	RD 590	90 à 30 km/h par palier	cédez le passage	giratoire
Bretelle 4 d'entrée	RN 59	-	cédez le passage	voie d'insertion

Echangeur Betailgne :

Bretelles	Sens Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de sortie	RD 590	90 à 70 km/h	cédez le passage	giratoire
Bretelle 2 d'entrée	RN 59	-	cédez le passage	voie d'insertion

Echangeur Saint-Clément :

Bretelles	Sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de sortie	RD 590	90 à 70 km/h	cédez le passage	giratoire
Bretelle 2 de la RD590 d'entrée	RN 59	-	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelles	Sens Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 3 de sortie	RD 590	90 à 70 km/h	cédez le passage	giratoire
Bretelle 4 d'entrée	RN 59	-	cédez le passage	voie d'insertion

Echangeur Azerailles :

Bretelles	Sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de sortie	RD 590a	90 à 70 km/h	cédez le passage	giratoire
Bretelles	Sens Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 4 d'entrée	RN 59	-	cédez le passage	voie d'insertion

Echangeur Baccarat :

Bretelles	Sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de sortie	Bretelle 3 de sortie	90 à 70 km/h	Stop	
Bretelle 2 d'entrée	RN 59	30 km/h	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelles	Sens Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 3 de sortie	RD 590	90 à 30 km/h par palier puis 50 km/h	cédez le passage	giratoire
Bretelle 4 d'entrée	RN 59	50 à 30 km/h	cédez le passage	voie d'insertion

Echangeur Bertrichamps :

Bretelles	Sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de sortie	RD 590	90 à 70 km/h	cédez le passage	giratoire
Bretelle 2 de la RD590 d'entrée	RN 59	-	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelles	Sens Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 3 de sortie	RD 590	90 à 30 km/h par pallier	cédez le passage	giratoire
Bretelle 4 d'entrée	RN 59	30 km/h	cédez le passage	voie d'insertion

Article 3 : L'accès de la route express est interdite en permanence :

- aux animaux,
- aux piétons,
- aux véhicules sans moteur,
- aux véhicules à moteur non soumis à immatriculation,
- aux cyclomoteurs,
- aux tricycles à moteur dont la puissance n'excède pas 15kilowatts et dont le poids à vide n'excède pas 550 kilogrammes,
- aux quadricycles à moteur,
- aux tracteurs et matériels agricoles et matériels de travaux publics,
- aux convois exceptionnels, sauf entre l'échangeur de Moncel-lès-Lunéville et le lieu dit "la jetée de Pierre".

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnels et aux matériels des administrations publiques, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route express et des entreprises appelées à y travailler, lorsque leur mission nécessite la présence de ces personnels ou de ces matériels sur la route express.

Le panneau C107 sera placé à l'origine de chaque bretelle qui accède à la RN 59. Le panneau C108 sera placé sur chaque bretelle de sortie.

Article 4 : Sont autorisés à emprunter les accès de service ou issues les agents et véhicules des Forces de police, de Gendarmerie, des Services de l'exploitant, de la protection civile, de lutte contre l'incendie, de secours aux blessés et des garagistes agréés.

Peuvent également emprunter ces autres accès ou issues, les entreprises travaillant pour le compte de ces services, sous réserve de l'obtention d'une autorisation spécifique délivrée par le gestionnaire de la RN 59.

Article 5 : La police de la route sur la RN 59 est assurée par le groupement de Gendarmerie de LUNEVILLE.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 59 sont assurées par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Article 6 : Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementale des Routes Est pourront prendre toutes mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Article 7 : Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté dans les arrêtés permanents antérieurs (arrêté n°2010-DIR Est-DE de Metz-N°54-1 du 12 février 2010).

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur Interdépartemental des routes Est et le commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une copie leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Moncel-lès-Lunéville, Saint-Clément, Chenevières, Laronxe, Chenevières, Flin, Azeraillies, Gélacourt, Baccarat, Bertrichamps, La Chapelle et Thiaville sur Meurthe, au directeur des archives départementales, au directeur du service Département d'Incendie et de Secours de la Meurthe-et-Moselle, au directeur du S.A.M.U, au directeur départemental du territoire de la Meurthe-et-Moselle et au directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de lorraine et au président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 novembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté 2010 - DIR Est - DE de Metz - n° 54-112 du 18 novembre 2010 portant déclassement de la RN 59, du PR 11 au PR 22+655, avec reclassement dans la voirie départementale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Est déclassée de la voirie nationale et reclassée dans la voirie départementale du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, la section de la RN 59 du PR 11+500 au PR 22+655 ainsi que toutes ses dépendances, comprenant :

la section courante du PR 11 au PR 22+655

Le giratoire de Baccarat

Le rétablissement de la RN59 sous l'ouvrage de l'échangeur de Saint Clément

Les giratoires de l'échangeur de Saint-Clément

Cette section figure sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le déclassement - reclassement de cette voie et de ses dépendances prendra effet à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur interdépartemental des routes, Monsieur le Directeur régional de l'Équipement de Lorraine, Monsieur le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle (service France Domaine) et Monsieur le Directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle (cadastre).

Nancy, le 18 novembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DIRECTION GENERALE

Arrêté N° 2010-479 du 6 décembre 2010 abrogeant l'arrêté n°2010-02 modifié portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine du 1^{er} avril 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la santé publique ;
Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;
Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
Vu l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
Vu le décret en date du 1^{er} avril 2010 portant nomination de Mr Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
Vu la décision n°2010-01 en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté n° 2010-02 du 1^{er} avril 2010 et ses modifications en date du :

23 juin 2010

26 juillet 2010

sont abrogés.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de région Lorraine et des autres préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 6 décembre 2010

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean Yves GRALL

Arrêté N° 2010-480 du 6 décembre 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine au Directeur Général Adjoint

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu le code de la sécurité sociale ;
Vu le code du travail ;
Vu le code de la défense ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;
Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
Vu l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
Vu le décret en date du 1^{er} avril 2010 portant nomination de Mr Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
Vu la décision n°2010-01 en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation générale de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à charge pour elle d'en informer le Directeur Général par tout moyen et sans délai, à l'exception des décisions la concernant, à Madame Marie-Hélène Maître, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de région Lorraine et des autres préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 6 décembre 2010

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean Yves GRALL

Arrêté N°2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégation de signatures du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu le code de la sécurité sociale ;
Vu le code du travail ;
Vu le code de la défense ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;
Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
Vu l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
Vu le décret en date du 1^{er} avril 2010 portant nomination de Mr Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
Vu la décision n°2010-01 en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1^{er} : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

A Madame Marie-Hélène MAITRE : Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie : pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame Gisèle HURSON, chef du service « démocratie sanitaire », pour la gestion des commissions spécifiques et de la CRSA.
- Madame le Docteur Arielle BRUNNER, pour l'élaboration du PRS.
- Monsieur Yann KUBIAK, chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activités.

A Madame Claudine BARBASTE : Directrice déléguée aux Ressources Humaines et aux Affaires Internes, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction des ressources humaines et des affaires internes.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice déléguée aux Ressources Humaines et aux affaires internes, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission permanents et spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Monsieur Christian SCHAEFFER, adjoint à la Directrice déléguée aux Ressources Humaines et Affaires Internes sur les champs d'activités décrits ci-dessus
- Madame Marie-Reine SCHMITT, chef de service des systèmes d'informations internes en matière de gestion informatique
- Madame Catherine WILLAUME, assurant la vacance de la chefferie de service en attente de nomination pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait et la gestion du parc automobile.

A Monsieur Patrick METTAVANT, Directeur des services Financiers et Comptables pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercées par l'ordonnateur et confiées au DSFC.

A Monsieur Marcel DOSSMANN : Directeur de la Performance et la Gestion du Risque, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque assurantiel, aux programmes d'investissement des établissements de santé et médico-sociaux.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque assurantiel.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque assurantiel, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Christel PIERRAT, chef de service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.
- Madame le Docteur Hélène DALLAIRE, chef du service « Qualité, Sécurité des soins et Coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la Haute Autorité de Santé (HAS).
- Monsieur Jean-Louis Fuchs, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé » sur son champ de compétences.
- Madame Sabine GRISELLE-SCHMITT, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.
- Monsieur Raphael BECKER, chef du service « Efficience du système de santé », en matière d'efficience des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement.
- Monsieur Patrick MARX, directeur de projet gestion du risque assurantiel, sur son champ de compétences.

A Monsieur Serge MORAIIS: chef du département de l'Accès à la santé, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la formation et métiers de la santé, à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé ; à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du département de l'Accès à la santé.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du département de l'Accès à la santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Patricia DE BERNARDI, adjointe au chef de département de l'Accès à la Santé, sur le champ de compétences du département.

A Madame Martine ARTZ : Directrice de la Promotion de la Santé, de la Protection Sanitaire et Environnementale (DPSPSE) : pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires, à la promotion et éducation à la santé.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Promotion de la Santé, de la Protection Sanitaire et Environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Monsieur Christian MANNSCHOTT, adjoint à la Directrice de la Promotion de la Santé, de la Protection Sanitaire et Environnementale ; en matière de prévention et gestion des crises sanitaires et en matière de santé environnementale.
- Madame le Docteur Annick DIETERLING, chef du département « Promotion, Prévention et Education à la Santé » en matière de développement et suivi des politiques de prévention.

- Madame Christine MEFFRE, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques.

A Monsieur Jean-Pierre PERON : Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAT) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, à la gestion des réseaux de santé, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAT).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Monsieur le Docteur Patrick MORVAN, chef de département « Ambulatoire et réseaux », en matière d'organisation et d'allocations de ressources de l'offre de Santé dans le champ ambulatoire et dans les réseaux de santé.
- Madame Stéphanie GEYER, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation des autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.
- Les décisions et correspondances en matière d'organisation des autorisations, d'allocations budgétaires, de tarification dans les établissements médico-sociaux et en matière de gestion des personnels de direction en lien avec le CNG dans l'attente de la désignation du chef de département « Médico-social ».
- Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'Offre de Santé et de l'Autonomie :

- Monsieur Philippe ROMAC dans le département de Meurthe et Moselle hormis, en ce qui concerne l'offre de santé, les territoires de Brie et Longwy.
- Monsieur Michel MULIC dans le département des Vosges.
- Madame Chantal KIRSCH dans le département de la Moselle et pour ce qui concerne l'offre de santé pour les territoires de Brie et Longwy.
- Madame le Docteur Eliane PIQUET dans le département de la Meuse.

A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges ;

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à Madame Dominique COURT, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Michel MULIC et de Madame Dominique COURT, leur délégation de signature sera exercée par Madame BIGENHO-POET, Animatrice Territoriale.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Marie-Christine GABRION, Animatrice Territoriale :

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Dans le champ de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Mademoiselle Lucie TOME, adjointe au chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Monsieur David SIMONETTI, chef du service support.

A Madame Chantal KIRSCH, déléguée territoriale du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté
- les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

- Monsieur Paul Charles AUBERT, Animatrice Territoriale,

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul Charles AUBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par :

- Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à chacun des Animateurs Territoriaux désignés ci-après dans les territoires qui les concernent :

- Monsieur Paul Charles AUBERT, territoire de METZ-BRIEY
- Madame Aleth GERMAIN, territoire de THIONVILLE-LONGWY
- Monsieur Guillaume LABOURET, territoire de SARREBOURG-SAULNOIS
- Monsieur Etienne GUERAIN, territoire de SARREGUEMINES
- Madame Laure Polo RAVIER, territoire du Bassin Houiller

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé:

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :

- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations ;
- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Laurence ZIEGLER, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

Dans le champ des fonctions supports, à Madame Claire KOENIG, chef de service fonctions support.

A Madame le Docteur Eliane Piquet, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse ;

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame Jocelyne CONTIGNON, animateur territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Jocelyne CONTIGNON, animateur territorial:

Dans le domaine médico-social:

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé:

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jocelyne CONTIGNON, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame le Docteur Elise BLERY-MASSINET, animateur territorial.

Dans le champ de la veille sécurité sanitaire et environnementale à Madame Céline PRINS, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline PRINS, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Emilie BERTRAND, Responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

A Monsieur Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle ;

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à Madame le Docteur Odile DE JONG, animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile DE JONG, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jérôme MALHOMME, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le champ de l'animation territoriale à Madame le Docteur Odile DE JONG, animateur territorial :

Dans le domaine médico-social:

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé:

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile DE JONG, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Martine RICARD, animateur territorial.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Monsieur Jérôme MALHOMME, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme MALHOMME, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Manuel RODICQ, responsable de cellule.

- Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.
- A Monsieur Alexandre BOUCHET, conseiller défense et sécurité de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service régional de défense et de sécurité et aux ordres de missions.

Article 3 :

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion).
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Internes:

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux et les baux ;
- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS.
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes et de points de compétences ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article.
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelque soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;
- les correspondances aux Préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux.
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;
- les actes de saisine de la Chambre Régionale des Comptes et échanges avec celle-ci.

Article 4 : En cas d'absence concomitante des personnes ayant reçues délégations de signatures, la signature revient au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 6 décembre 2010

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean Yves GRALL

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Cellule prévention et promotion de la santé

Extrait de l'arrêté ARS/DT54/2010/n° 375 du 24 novembre 2010 portant habilitation de la Maternité Régionale de Nancy en tant que centre de vaccination et centre d'information, de dépistage, de diagnostic et de traitement des infections sexuellement transmissibles

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1er : La maternité régionale A. Pinard de Nancy est habilitée en tant que :

Centre de Vaccination (CV)

Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

L'implantation des centres est précisée dans l'annexe au présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre à la maternité régionale de Nancy d'exercer, pour les usagers, les activités suivantes :

les vaccinations obligatoires et les vaccinations recommandées mentionnées dans le calendrier vaccinal prévu à l'article L.3111-1 du code de la santé publique ;

la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme et gratuite, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement ambulatoire.

Article 2 : Cette habilitation est accordée par une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Une convention entre le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et la direction de l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement de ces missions.

Article 4 : Si les modalités de fonctionnement des centres ne permettent plus de répondre aux obligations fixées aux articles :

- D.3111-23 et D.3111-25 pour les vaccinations,

- D.3121-39 et D.3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le directeur général de l'agence régionale de santé met en demeure l'établissement de s'y conformer dans le délai qu'il fixe et retire l'habilitation si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti.

En cas d'urgence tenant à la sécurité des usagers, l'habilitation peut être suspendue.

Article 5 : Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la maternité régionale de Nancy et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé,
Dr Jean-Yves GRALL

ANNEXE

Lieux d'implantation du CV et du CIDDIST de la maternité régionale A. Pinard de Nancy

Centre de vaccination (CV)

Consultation de néonatalogie

10 rue du Dr Heydenreich à NANCY

Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

Bâtiment de consultations externes

10 rue du Dr Heydenreich à NANCY

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL *Service produits de santé et de la biologie*

Extrait de l'arrêté n° 2010-352 du 9 novembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale DOUISSARD sis 24 boulevard Adolphe Garnier - Gérardmer (88400) - Autorisation n° 88-32

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n°DDASS/SP/98/578 du 14 octobre 1998 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale exploité sous forme d'exploitation directe par Monsieur Jean-Yves DOUISSARD ;

CONSIDERANT le dossier de demande en date du 27 juillet 2010, reçu le 30 juillet 2010, présenté par Maître AUBE, avocat à Saint-Avold pour le compte de la SELARL « BIOLAM » sise 4 place des Déportés à Saint-Dié (88100) ;

CONSIDERANT que la demande concerne l'acquisition, par la SELARL BIOLAM, à compter du 1^{er} septembre 2010, du laboratoire de biologie médicale DOUISSARD sis 24 boulevard Adolphe Garnier à Gérardmer (88400) ;

CONSIDERANT la nomination de Monsieur Jean-Yves DOUISSARD comme nouvel associé de la SELARL BIOLAM à compter du 9 septembre 2010 ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er septembre 2010, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1998 susvisé portant modification de fonctionnement, sous le n°88-32 du laboratoire de biologie médicale DOUISSARD sis 24 boulevard Adolphe Garnier à Gérardmer (88400) sont remplacées par les suivantes :

Adresse du laboratoire de biologie médicale inchangée :

24 boulevard Adolphe Garnier

88400 GERARDMER

Mode d'exercice :

Laboratoire exploité au sein de la SELARL « BIOLAM » agréée sous le n°88-04 dont le siège social est situé 4 place des Déportés à Saint-Dié (88100).

Biologiste responsable :

- Monsieur Jean-Yves DOUISSARD, Biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07-pour le recours hiérarchique ;

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière-54000 NANCY pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « BIOLAM », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;

- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie des Vosges,

Et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et des Vosges.

Nancy, le 9 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-353 du 9 novembre 2010 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la société AGEVIE-ASSISTANCE DU GRAND EST

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT le courrier du 6 mai 2009 informant de la nouvelle dénomination commerciale « AGEVIE-ASSISTANCE DU GRAND EST » de la structure sise à Vandœuvre-les-Nancy ;

CONSIDERANT la demande présentée le 9 juillet 2010 par Monsieur le Docteur BEHR, Directeur Général de la société « AGEVIE-ASSISTANCE DU GRAND EST » en vue d'obtenir la modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical suite au transfert de la société du 2 rue de Mirecourt à Vandœuvre les Nancy (54500) au 850 rue Robert Schuman à Messein (54850) ;

CONSIDERANT le rapport préliminaire et la conclusion définitive faisant suite à l'enquête du 5 août 2010 des Pharmaciens Inspecteurs de Santé Publique ;

CONSIDERANT les pièces complémentaires envoyées par la société les 6 et 13 octobre 2010 ;
CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 27 août 2010 ;

ARRETE

Article 1 : La Société « AGEVIE-ASSISTANCE DU GRAND EST » est autorisée à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société par Actions Simplifiées (SAS)
Siège social : 850 rue Robert SCHUMAN, ZA du Breuil à MESSEIN (54850)
Pharmacien responsable : Madame Geneviève PERILHOU
Aire géographique desservie :
Lorraine : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) ;
Champagne Ardenne : Marne (51), Haute-Marne (52), Ardennes (08) ;
Franche Comté : Territoire de Belfort (25), Haute-Saône (70) ;
Alsace : Haut Rhin (67), Bas-Rhin (68).

Article 2 : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 3 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Auprès de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux

Article 6 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société AGEVIE-ASSISTANCE DU GRAND EST et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ;
Et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 9 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté N° ARS / FS 88 / 2010 / 532 du 26 novembre 2010 constatant la cessation définitive de l'activité de l'officine de pharmacie exploitée par la société en nom collectif « SNC Pharmacie de la Vallée », sise à GRANGES-SUR-VOLOGNE au n° 26 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny – Licence n°88#00156

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT que Mademoiselle Sophie Marthe Charlotte CLAUDE et Madame Magali CORBOLIN-SALE, docteurs en pharmacie sont les seules associées et gérantes de la SNC « Pharmacie de la Vallée », et qu'elles disposent ainsi de tous les pouvoirs à l'effet de déclarer à Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine la cessation définitive de l'activité de la SNC « Pharmacie de la Vallée » ;

CONSIDERANT la déclaration du 31 mai 2010 de Mademoiselle Sophie Marthe Charlotte CLAUDE et de Madame Magali CORBOLIN-SALE faisant connaître à Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine la cessation définitive de l'activité de l'officine de pharmacie de la SNC « Pharmacie de la Vallée », sise à GRANGES-SUR-VOLOGNE (88 640) au n° 26, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à compter du 31 mai 2010 ;

CONSIDERANT que la cessation définitive d'activité de l'officine de pharmacie entraîne la caducité de la licence qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire.

CONSIDERANT les déclarations du 22 octobre 2010 de Madame Magali CORBOLIN-SALE et du 8 novembre 2010 de Mademoiselle Sophie Marthe Charlotte CLAUDE exposant la non possession de la licence d'exploitation et justifiant par conséquent la remise de la déclaration d'exploitation par défaut.

ARRETE

Article 1 : La cessation définitive de l'activité de l'officine de pharmacie de la « SNC Pharmacie de la Vallée » sise à GRANGES-SUR-VOLOGNE (88 640) au n° 26, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, et bénéficiant de la licence d'exploitation numéro 156 du 15 février 1955 est constatée.

Article 2 : La licence d'exploitation numéro 156 du 15 février 1955 est caduque à compter de ce jour

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07, pour un recours hiérarchique,
- devant le tribunal administratif - 5 place de la Carrière - 54036 NANCY, pour un recours contentieux.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SNC « Pharmacie de la Vallée » et dont copie sera adressée à :

- Mademoiselle Sophie Marthe Charlotte CLAUDE,
- Madame Magali CORBOLIN-SALE,
- Monsieur le Préfet des Vosges,
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
- Monsieur le Président du Syndicat des Pharmaciens des Vosges,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie d'Epinal,

Et sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et des Vosges.

Nancy, le 26 novembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté N°ARS / FS 88 / 2010 / 629 du 1^{er} décembre 2010 portant autorisation de transfert de l'officine « Pharmacie MOLNAR » du 24 rue Carnot à RAMBERVILLERS (88700) au 33 avenue Félix Faure à RAMBERVILLERS (88700) - Licence n°88#00296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée par Madame Nathalie MOLNAR née RUYER le 26 décembre 1964 à FRAIZE (88), docteur en pharmacie, en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite, du n° 24, rue Carnot à RAMBERVILLERS (88 700), au n° 33, avenue Félix Faure à RAMBERVILLERS (88 700), dans un local existant à aménager ;

CONSIDERANT le dossier complet reçu le 3 août 2010 ;

CONSIDERANT l'avis émis par Monsieur le Préfet des Vosges en date du 6 août 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine, émis dans sa séance du 10 septembre 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable émis par le Syndicat des Pharmaciens des Vosges en date du 23 septembre 2010 ;
 CONSIDERANT l'avis favorable émis par l'Union Nationale des Pharmaciens de France en date du 30 septembre 2010 ;
 CONSIDERANT l'avis favorable de Madame le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique, en date du 23 novembre 2010, relatif au respect des conditions minimales d'installation des officines de pharmacie prévues par les articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique ;
 CONSIDERANT que le transfert de l'officine de Madame Nathalie MOLNAR s'effectue dans la même commune, dans des locaux non exposés au risque naturel d'inondation ;
 CONSIDERANT que l'emplacement projeté garantit un accès adapté à la population des quartiers d'accueil, garantit un accès permanent du public à la pharmacie permettant à celle-ci d'assurer un service de garde satisfaisant, conformément à l'article L.5125-3 al. 2 du Code de la Santé Publique ;
 CONSIDERANT que le transfert s'effectue à environ 450 mètres de l'emplacement d'origine, et que deux officines restent présentes dans le quartier d'origine ;
 CONSIDERANT que ce transfert permet de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de l'officine, conformément à l'article L. 5125-3 al. 1 du Code de la Santé Publique ;

A R R E T E

Article 1 : La demande de licence présentée par Madame Nathalie MOLNAR, en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite, du n°24, rue Carnot à RAMBERVILLERS (88 700), au n° 33, avenue Félix Faure à RAMBERVILLERS (88 700), est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée, est enregistrée sous le **numéro 296**.

Article 3 : En application de l'article L. 5125-7 du code de la santé publique, l'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un an à compter de la notification de cet arrêté sauf prolongation en cas de force majeure.

Article 4 : La licence n°255 du 19 juillet 1990 sera caduque dès la réalisation du transfert.

Article 5 : Toute fermeture définitive de l'officine faisant l'objet de la présente licence entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Lorsqu'elle n'est pas déclarée, la cessation d'activité est réputée définitive au terme d'une durée de douze mois.

Article 6 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente licence devra être déclarée conformément à l'article L.5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 7 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Nathalie MOLNAR, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Vosges ;
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président du Syndicat des Pharmaciens des Vosges ;
- Monsieur le Président de l'Union Nationale des Pharmacies de France

Et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et des Vosges.

Nancy, le 1^{er} décembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DIRECTION DE LA STRATEGIE

Extrait de l'arrêté n° 2010- 94 en date du 25 juin 2010 relatif à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	A désigner
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Michel LANGLOIX (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Michel THYRARD (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL
Représentants des communes	
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM))
Guy MARCHAL (Président Alzheimer 54)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Claudine CLERC (Directeur Général UDAF Moselle)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Vice Président CODERPA /Moselle)	Yves FICI (Trésorier CODERPA Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Présidente CODERPA Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD
Jean-Marcel HINGRAY (Membre bureau CODERPA Vosges)	Claude LEROY
René MASSON (Membre bureau CODERPA Meuse)	Françoise LAMY (Membre bureau CODERPA Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Jean-Marc DOLLET (Président Association Turbulence - Vosges)	Gilbert DIDIERJEAN (Président de la FMS - Vosges)
1 représentant des associations des personnes handicapées proposé par le CDCPH de la Meuse : à désigner	1 représentant des associations des personnes handicapées proposé par le CDCPH de la Meuse : à désigner
1 représentant des associations des personnes handicapées proposé par le CDCPH de Meurthe-et-Moselle : à désigner	1 représentant des associations des personnes handicapées proposé par le CDCPH de Meurthe-et-Moselle : à désigner

❖ Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire

❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Un représentant de la CGC : à désigner	Un représentant de la CGC : à désigner
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner	Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner
Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner	Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner
Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner	Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Etienne MALHER (Chambre Régionale Commerce et Industrie Lorraine)
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	A désigner

❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)

Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Membre du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Daniel REINE (Directeur CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF 57)	Blandine NEUMANN (Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE
❖ Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé	
TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPSS)	Martine ROSENBAKER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin – Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)
Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Olivier AROMATARIO (Directeur Général IREPS)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Yvon SCHLERET (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	A désigner
❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé	
TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME du CHU de Nancy)	Olivier PERRIN (Directeur des CH de Neufchâteau et Vittel)
Bernard MONTINET (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)	Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de Laxou)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordinateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSE)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général FEGAPEI)
Gilles DUPUITS (Directeur Général de l'AEIM)	Giovanni LONGO (Directeur Général Adjoint de l'Adjoint AEIM)
Michel ULRICH (APF)	Françoise DEMANGE (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
Jean-Luc SACCANI (Directeur Général Hospitalor)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)

Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
A désigner	A désigner
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	A désigner
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSEDT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAULT (ambulancier)	A désigner
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Directeur SDIS de la Meuse
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Monique DURAND (Présidente ordre Régional des Pharmaciens)	Marie-Christine DELVOT (Pharmacienne)
Alain MARTIN (Président du CROI de Lorraine)	Alain VIAUX (Trésorier du CROI de Lorraine)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre CDO Sages Femmes Moselle)	Maryvonne ALBORGHETTI (Présidente CDO Sages Femmes de la Meuse)
Raymond CECCONELLO (Président Conseil Régional Masseurs Kiné)	Hubert JUPIN (Vice Président du Conseil Régional Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant de l'URML)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Frédéric HIBAUT (APIHNS)	Thomas LOUYOT (RAOUL-IMG)

❖ Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique

Thierry GOEFFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Le Préfet de région, le Président du conseil économique et social régional, les chefs de services de l'Etat en région, le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé, un membre des conseils des organismes locaux d'assurance maladie relevant du régime général et membre représentant le régime local Alsace Moselle, un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la mutualité sociale agricole ainsi que le président de la caisse de base du régime social des indépendants participent aux travaux de la Conférence, sans voix délibérative.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 6: Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 25 juin 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-95 en date du 25 juin 2010 relatif à la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;

Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :

- Le recteur de l'académie ou son représentant ;
- Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
- Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
- Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

❖ Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
Conseils généraux	
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	A désigner
Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Alain VERNEAU (Conseiller général de Commercy)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général délégué des Vosges)	Marine AUSSÉDÉ (Chef de service des établissements - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

❖ Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel REINE (Directeur de la CARSAT du Nord-Est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Un directeur de CPAM : à désigner	Un directeur de CPAM : à désigner
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Dominique PERREAU (Directrice déléguée métier – RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 25 juin 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-96 en date du 25 juin 2010 relatif à la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
 - Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;
 - Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

❖ Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
Conseils généraux	
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	A désigner
Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Guy MARTINACHE (Conseiller Général délégué des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)

Représentants des groupements de communes ou des communes	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

❖ Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel REINE (Directeur de la CARSAT du Nord-Est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Un directeur de CPAM : à désigner	Un directeur de CPAM : à désigner
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Dominique PERREAU (Sous-directrice coordination GDR)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 25 juin 2010

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010- 131 en date du 5 juillet 2010 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Président au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Michel LANGLOIX (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Michel THYRARD (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL
Représentants des communes	
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM))
Guy MARCHAL (Président Alzheimer 54)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)

Claudine CLERC (Directeur Général UDAF Moselle)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Vice Président CODERPA /Moselle)	Yves FICI (Trésorier CODERPA Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Présidente CODERPA Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD
Jean-Marcel HINGRAY (Membre bureau CODERPA Vosges)	Claude LEROY
René MASSON (Membre bureau CODERPA Meuse)	Françoise LAMY (Membre bureau CODERPA Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Gilbert DIDIERJEAN (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Martine SIMON (UNAFAM Meuse)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

❖ Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire

❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Alain LABRE (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner	Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Etienne MALHER (Chambre Régionale Commerce et Industrie Lorraine)
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	A désigner

❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	A désigner
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Membre du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Daniel REINE (Directeur CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF 57)	Blandine NEUMANN (Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE

❖ Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin – Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Olivier AROMATARIO (Directeur Général IREPS)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Yvon SCHLERET (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME du CHU de Nancy)	Olivier PERRIN (Directeur des CH de Neufchâteau et Vittel)
Bernard MONTINET (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)	Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de Laxou)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Gilles DUPUIITS (Directeur Général de l'AEIM)	Giovanni LONGO (Directeur Général Adjoint de l'Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
Jean-Luc SACCANI (Directeur Général Hospitalor)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
A désigner	A désigner
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)

Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUULT (ambulancier)	A désigner
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Directeur SDIS de la Meuse
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Jean BIWER (Union Nationale des Pharmaciens de France)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre CDO Sages Femmes Moselle)	Maryvonne ALBORGHETTI (Présidente CDO Sages Femmes de la Meuse)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant de l'URML)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Frédéric THIBAUT (APIHNS)	Thomas LOUYOT (RAOUL-IMG)

❖ Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 6: Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 5 juillet 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-132 en date du 5 juillet 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;

Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :

- Le recteur de l'académie ou son représentant ;
- Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
- Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
- Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

❖ Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)	Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	A désigner
Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Alain VERNEAU (Conseiller général de Commercy)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général délégué des Vosges)	Marine AUSSÉDAT (Chef de service des établissements - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

❖ Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel REINE (Directeur de la CARSAT du Nord-Est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Un directeur de CPAM : à désigner	Un directeur de CPAM : à désigner
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Dominique PERREAU (Directrice déléguée métier – RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 5 juillet 2010

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-133 en date du 5 juillet 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
 - Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;
 - Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

❖ Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	A désigner
Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)

Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Guy MARTINACHE (Conseiller Général délégué des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

❖ Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel REINE (Directeur de la CARSAT du Nord-Est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Un directeur de CPAM : à désigner	Un directeur de CPAM : à désigner
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Dominique PERREAU (Directrice déléguée métier – RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 5 juillet 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-201 en date du 13 août 2010 portant nomination des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-Présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de Verdun)

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)
Marius HAMANN (Vice-Président CODERPA Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)

❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Dominique TOUSSAINT (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)
Philippe TOURRAND (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)

❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Daniel REINE (Directeur CARSAT NORD EST)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)

❖ Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)
Yvon SCHLERET (Directeur ORSAS)

❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Philippe VIGOUROUX (Directeur Général CHU Nancy)

Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME CHU Nancy)
Bernard MONTINET (Président de la CME CHR Metz-Thionville)
Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)
Dominique HUNAULT (Ambulancier)
Eric FAURE (Directeur SDIS Vosges)
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)
Christine SPAHN (membre CDO Sages Femmes Moselle)
Marc AYME (Président Syndicat des Chirurgiens Dentistes de Meurthe et Moselle)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)
Frédéric THIBAUT (APIHNS)

❖ Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux

Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE.

Le Vice-Président est M. Rémi UNVOIS

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 13 août 2010

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-202 en date du 13 août 2010 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La Commission spécialisée de prévention constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Jacqueline FONTAINE (Vice-Présidente Conseil Régional)
Alex STAUB (Vice-Président Conseil Général de la Moselle)
Jean-Marie MISSLER (Vice-Président Conseil Général de la Meuse)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)
--

Josette BURY (Présidente AFTC)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)
René MASSON (Membre du bureau CODERPA Meuse)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence Vosges)
❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux
Philippe ZUNINO (CFE - CGC)
Philippe TOURRAND (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)
❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)
Daniel REINE (Directeur CARSAT NORD EST)
Jacques MARECHAL (Membre du Conseil d'Administration CAF Moselle)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)
❖ Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé
Sylvie VAILLANT (Médecin Directeur du SUMPPS)
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)
Philippe BADOIT (Médecin Chef de PMI)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)
Yvon SCHLERET (Directeur ORSAS)
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)
❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé
Bernard MONTINET (Président de la CME CHR Metz-Thionville)
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de prévention est Mme Jacqueline FONTAINE

La Vice-Présidente est Mme Muriel CONTE

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 13 août 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-203 en date du 13 août 2010 portant nomination des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-Présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)
Michel LANGLOIX (Vice-Président Conseil Général des Vosges)
Philippe TARILLON (Président Communauté de Communes du Val de Fensch)

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)
Guy MARCHAL (Président Alzheimer 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Présidente CODERPA Meurthe et Moselle)
Marius HAMANN (Vice Président CODERPA Moselle)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)

❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Pascale LINCK (CFTC)
Philippe TOURRAND (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)

❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Danièle SOMMELET (Présidente départementale 54 de la Croix Rouge)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)

❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Denis BUREL (Délégué interrégional du GEPSO)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)
Gilles DUPUITS (Directeur Général AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)
Jean-Luc SACCANI (Directeur Général Hospitalor)
Hamid IDIRI (Directeur EHPAD de Vic sur Seille)
Vincent POIROT (Directeur résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)
Guy RENARD (Administrateur FNARS)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)

❖ Représentants de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins

Daniel REINE (Directeur CARSAT NORD EST)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux est Mme Sylvie MATHIEU

Le Vice-Président est M. Gilles DUPUITS

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 13 août 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-204 en date du 13 août 2010 portant nomination membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Jacqueline FONTAINE (Vice-Présidente au Conseil Régional)
--

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Claudine CLERC (Directeur Général UDAF Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)

Marie-Thérèse ANDREUX (Présidente CODERPA Meurthe et Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Membre du bureau CODERPA des Vosges)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)
❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux
Pascale LINCK (CFTC)
❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF Moselle)
❖ Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)
❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers est Mme Josette BURY ;

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 13 août 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-214 en date du 18 août 2010 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Jacqueline FONTAINE (Vice-Présidente au Conseil Régional)
❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux
Claudine CLERC (Directeur Général UDAF Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)
Marie-Thérèse ANDREUX (Présidente CODERPA Meurthe et Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Membre du bureau CODERPA des Vosges)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)
❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux
Pascale LINCK (CFTC)
❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF Moselle)
❖ Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)
❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers est Mme Josette BURY ;

Le Vice-Président est M. Emmanuel HOCHSTRASSER.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 18 août 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2010-243 en date du 14 septembre 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
 - Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;
 - Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

❖ Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	A désigner
Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Guy MARTINACHE (Conseiller Général délégué des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

❖ Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel REINE (Directeur de la CARSAT du Nord-Est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Jean-Pierre MINEUR (Directeur de la DRSM Nord-Est)	Un directeur de CPAM : à désigner
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Dominique PERREAU (Sous-directrice coordination GDR)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

❖ Membre supplémentaire :

Le Président du Régime Local Alsace Moselle ou son représentant.

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 14 septembre 2010

P/Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-244 en date du 14 septembre 2010 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

❖ Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)	Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	A désigner
Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Alain VERNEAU (Conseiller général de Commercy)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général délégué des Vosges)	Marine AUSSÉDAT (Chef de service des établissements - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner
A désigner	A désigner

❖ Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel REINE (Directeur de la CARSAT du Nord-Est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Jean-Pierre MINEUR (Directeur de la DRSM Nord-Est)	A désigner
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Dominique PERREAU (Directrice déléguée métier – RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

❖ Membre supplémentaire :

Le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, ou son représentant.

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 14 septembre 2010

P/Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-245 en date du 17 septembre 2010 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Bernard LEUYET (Directeur Général Adjoint Solidarités)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Michel LANGLOIX (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Michel THYRARD (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL

Représentants des communes	
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM))
Guy MARCHAL (Président Alzheimer 54)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Claudine CLERC (Directeur Général UDAF Moselle)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Gilbert DIDIERJEAN (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Martine SIMON (UNAFAM Meuse)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

❖ Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire
A désigner après installation des conférences de territoire	A désigner après installation des conférences de territoire

❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Alain LABRE (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner	Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Etienne MALHER (Chambre Régionale Commerce et Industrie Lorraine)
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Membre du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Daniel REINE (Directeur CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF 57)	Blandine NEUMANN (Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE

❖ Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin – Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Olivier AROMATARIO (Directeur Général IREPS)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Yvon SCHLERET (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME du CHU de Nancy)	Olivier PERRIN (Directeur des CH de Neufchâteau et Vittel)
Bernard MONTINET (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)	Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de Laxou)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordinateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)

Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Gilles DUPUITS (Directeur Général de l'AEIM)	Giovanni LONGO (Directeur Général Adjoint de l'Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
Jean-Luc SACCANI (Directeur Général Hospitalor)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	Christiane PALLEZ (Vice-Pte CCAS Metz / Présidente UDCCAS Moselle)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSEDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	A désigner
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Directeur SDIS de la Meuse
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Jean BIWER (Union Nationale des Pharmaciens de France)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant de l'URML)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Frédéric THIBAUT (APIHNS)	Thomas LOUYOT (RAOUL-IMG)
❖ Collège n° 8 : Personnalités qualifiées	
Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique	
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP	

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 6: Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 17 septembre 2010

Pour le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Le Directeur Régional Adjoint
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-280 en date du 29 septembre 2010 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La Commission spécialisée de prévention constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Jacqueline FONTAINE (Vice-Présidente Conseil Régional)
Alex STAUB (Vice-Président Conseil Général de la Moselle)
Jean-Marie MISSLER (Vice-Président Conseil Général de la Meuse)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)
Josette BURY (Présidente AFTC)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)
René MASSON (Membre du bureau CODERPA Meuse)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence Vosges)

❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Philippe ZUNINO (CFE - CGC)
Alain LABRE (CGPME)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)

❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)
Daniel REINE (Directeur CARSAT NORD EST)
Jacques MARECHAL (Membre du Conseil d'Administration CAF Moselle)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)

❖ Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Sylvie VAILLANT (Médecin Directeur du SUMPPS)
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)
Philippe BADOIT (Médecin Chef de PMI)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)
Yvon SCHLERET (Directeur ORSAS)
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Bernard MONTINET (Président de la CME CHR Metz-Thionville)
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)

Danièle ANTOINE
(Fédération Nationale des Infirmiers)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de prévention est Mme Jacqueline FONTAINE

La Vice-Présidente est Mme Muriel CONTE

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 29 septembre 2010

Pour le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Directeur Régional Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-281 en date du 29 septembre 2010 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

❖ Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-Présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)
Michel LANGLOIX (Vice-Président Conseil Général des Vosges)
Philippe TARILLON (Président Communauté de Communes du Val de Fensch)

❖ Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)
Guy MARCHAL (Président Alzheimer 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Présidente CODERPA Meurthe et Moselle)
Marius HAMANN (Vice Président CODERPA Moselle)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)

❖ Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Pascale LINCK (CFTC)
Alain LABRE (CGPME)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)

❖ Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Danièle SOMMELET (Présidente départementale 54 de la Croix Rouge)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)

❖ Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Denis BUREL (Délégué interrégional du GEPSO)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)
Gilles DUPUITS (Directeur Général AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)
Jean-Luc SACCANI (Directeur Général Hospitalor)
Hamid IDIRI (Directeur EHPAD de Vic sur Seille)
Vincent POIROT (Directeur résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)
Guy RENARD (Administrateur FNARS)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)

❖ Représentants de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins

Daniel REINE (Directeur CARSAT NORD EST)

Patrick LSTIBUREK
(Directeur d'établissement FEHAP)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux est Mme Sylvie MATHIEU

Le Vice-Président est M. Gilles DUPUITS

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 29 septembre 2010

Pour le Directeur de
l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
Le Directeur Régional Adjoint ;
Marie-Hélène MAITRE

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Département des établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 2010 - 463 en date du 3 décembre 2010 portant approbation de la convention constitutive du G.C.S SYNERGIE

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande de Monsieur MICHEL, Directeur Général de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, en date du 19 octobre 2010 ;

ARRETE

Article 1er : Dénomination

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (GCS) dénommé « GCS SYNERGIE » est approuvée.

Article 2 : Objet

Le G.C.S SYNERGIE a pour objet :

- d'organiser et de gérer en commun les activités administratives et médico-techniques liées à l'autorisation SSR de la Mutuelle le CHATEAU ;
- de permettre d'élargir le périmètre d'intervention des professionnels médicaux et non médicaux exerçant aujourd'hui au sein de la Mutuelle le CHATEAU et/ou de l'Office d'Hygiène Sociale.

Ce groupement a vocation à établir un partenariat de compétences techniques et humaines sur un territoire dans un souci de lisibilité et d'efficacité.

Article 3 : Identité des membres

Les membres du G.C.S sont :

- La Mutuelle Le CHATEAU
Etablissement privé
Dont le siège est : 25 bis, 27 rue du Parc, 54120 BACCARAT
- L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle
Association reconnue d'utilité publique et participant au service public hospitalier
Dont le siège est : 1 rue du Vivarais, 54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Article 4 : Siège social

Le G.C.S a son siège à :

La Mutuelle Le CHATEAU
25 bis, 27 rue du Parc
54120 BACCARAT

Article 5 : Durée de la convention

Le G.C.S SYNERGIE est constitué pour une durée indéterminée, qui commencera à courir à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs de l'acte d'approbation de la convention constitutive.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région Lorraine et à la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 décembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 487 / 2010 du 13 décembre 2010 - Approbation du 1^{er} avenant à la convention constitutive du G.C.S Imagerie des Prémontrés

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande de Monsieur Philippe BERTAUD en date du 29 novembre 2010 ;

ARRETE

Article 1 : Dénomination

Le 1^{er} avenant à la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (GCS) dénommé « GCS IMAGERIE DES PREMONTRÉS » est approuvé.

Article 2 : Objet

Le G.C.S a pour objet :

- d'améliorer la qualité des prestations et les résultats d'activité de ses membres et de mieux répondre aux besoins de la population sanitaire de la région de PONT A MOUSSON
- l'exploitation et la mise en commun, dans le cadre d'une coopération sanitaire de tous les moyens affectés au service d'imagerie médicale du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et notamment d'un appareil de scannographie.

Article 3 : Identité des membres

Les membres du G.C.S sont :

- Le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON
Etablissement Public de Santé
Dont le siège est : Place Colombé, 54700 PONT A MOUSSON.

- SCP des Docteurs BAZIN, BOCCACCINI, BARBIER, CARPENA, LEFEVRE, TISSIER, LEFEVRE, BEOT, MATHIAS et OLIVIER (ex SELARL d'Imagerie Médicale)
Société Civile Professionnelle au capital de 1 500 000 €.
Dont le siège est : 13 rue Roger Salengro, 54 230 NEUVES MAISONS.

Article 4 : Siège social

Le G.C.S a son siège au :

Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON
Place Colombé
54700 PONT A MOUSSON

Article 5 : Durée de la convention

La durée du G.C.S, initialement fixée à six ans, à compter de la date de publication de l'acte d'approbation du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine, savoir le 15 juillet 2010, a été prorogée de sept années par décision unanime des Membres en date du 15 novembre 2010.

En conséquence, la durée du G.C.S expirera le 15 juillet 2023.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région Lorraine et à la préfecture d département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 décembre 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 488 / 2010 du 14 décembre 2010 - Approbation du 4^{ème} avenant à la convention constitutive du G.C.S des Centres Hospitaliers de Lunéville, Toul, Pont à Mousson, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande de Monsieur Christian VUILLEMIN, administrateur du G.C.S, en date du 6 octobre 2010 ;

CONSIDERANT l'adoption à l'unanimité, par les membres de l'assemblée générale ordinaire du 08 juillet 2010 du G.C.S, de la modification de la convention constitutive du Groupement.

A R R E T E

Article 1 : Dénomination

L'avenant n°4 à la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (GCS) dénommé « GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville, Toul, Pont à Mousson, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy » est approuvé.

Article 2 : Objet

Le G.C.S a pour objet :

- De faciliter la prise en charge coordonnée des patients en organisant les filières de soins structurées, puis graduées après la définition par chaque établissement membre, de son projet médical.
- De formaliser l'organisation territoriale des soins dans un projet médical coordonné au sein du G.C.S établissant les complémentarités et les mutualisations sur la base de chaque projet médical des établissements membres.
- De garantir aux patients, dans le respect des conditions de sécurité et de qualité, la prise en charge au plus près de son domicile en veillant à assurer la continuité médicale entre les établissements du groupements.
- De constituer le cadre d'interventions communes des professionnels médicaux et non médicaux pour mettre en œuvre les actions de coopérations et de partenariat dans les activités d'hospitalisation et de plateau technique, les consultations et toutes autres activités de soins répondant aux besoins des patients.
- De permettre le maintien d'un haut niveau de compétences des équipes médicales en favorisant l'exercice sur plusieurs sites.
- De mutualiser les réflexions et les moyens pour la mise en place de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de chaque établissement.
- De favoriser l'accès à des équipements ou des activités d'intérêt commun.
- De développer des actions de coopération dans les domaines non médicaux
- D'acquérir, construire, louer, mettre ou gérer en commun, tous moyens, notamment immobilier, mobiliers, humains et financiers, propres à faciliter le développement des activités des membres et d'améliorer leurs résultats.

Article 3 : Identité des membres

Les membre du G.C.S sont :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY
Etablissement Public de Santé
Dont le siège est : 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny , 54 000 NANCY
- Le Centre Hospitalier de LUNEVILLE
Etablissement Public de Santé
Dont le siège est : 2 rue Level , 54 301 LUNEVILLE
- Le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON
Etablissement Public de Santé
Dont le siège est : Place Colombé, 54 700 PONT A MOUSSON
- Le Centre Hospitalier de TOUL
Etablissement Public de Santé
Dont le siège est : 1 cours Raymond Poincaré, 54 200 TOUL
- Le GCS de l'Ouest Vosgien
Etablissement Public
Dont le siège est : CH de Neufchâteau ; 1280 avenue de la Division Leclerc, 88 300 NEUFCHATEAU
- La Maternité Régionale de NANCY
Etablissement Public de Santé
Dont le siège est : 10 rue du Docteur Heydenreich, 54 000 NANCY

Article 4 : Siège social

Le G.C.S a son siège au :

Centre Hospitalier Universitaire
Direction Générale
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
54000 NANCY

Article 5 : Durée de la convention

Le G.C.S est constitué pour une durée indéterminée qui commencera à courir à compter de la date de publication de l'acte d'approbation dans les formes légales.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Après du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la région Lorraine et à la préfecture d département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 décembre 2010

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Docteur Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/379 du 15 septembre 2010 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Aurélie ROGUIN, Centre socio culturel l'Atelier, 106, rue de la République - 54140 Jarville-la-Malgrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère et 3ème catégorie portant les numéros 1-1040571 et 3-1040570 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Aurélie ROGUIN, Centre socio culturel l'Atelier, 106, rue de la République, 54140 Jarville-la-Malgrange.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/380 du 15 septembre 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Mademoiselle Alice ALAVOINE, Société « Envie de Folie », 5, rue Edmond Prignet - 54210 Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3ème catégorie portant le numéro 3-1040582 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Mademoiselle Alice ALAVOINE, Société « Envie de Folie », 5, rue Edmond Prignet, 54210 Saint-Nicolas-de-Port.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 15 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de la décision du 6 décembre 2010 portant agrément de l'association base de loisirs SOLAN – Serry Orne Loisirs Aventures Nature à MOINEVILLE en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : L'association base de loisirs SOLAN – Serry Orne Loisirs Aventures Nature

1 Hameau de Serry – 54580 MOINEVILLE

SIRET 430 489 096 000 15 Code APE 913E

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional adjoint Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 6 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 452 du 08 décembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à GERBEVILLER - LAMATH - XERMAMENIL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3140

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Monsieur CHARPENTIER Bruno et de Monsieur ROUSSEL Jérôme (EARL des DEUX VILLAGES) relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités, SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de Messieurs MARIN Jean Paul et VUILLAUME Jean Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Monsieur Bruno CHARPENTIER :

- est autorisé à exploiter :

. les parcelles A 2, 23 sur le territoire de GERBEVILLER

. les parcelles B 271, 272, 275 - ZB 1, 11 - ZI 135 sur le territoire de LAMATH

. les parcelles F 67, 70, 468 - ZK 3, 4, 5, 8, 9, 76, 83, 144, 187 - ZL 8, 43 - ZM 25, 48, 75, 76, 77, 110

sur le territoire de XERMAMENIL

- n'est pas autorisé à exploiter :

. les parcelles ZB 7 sur le territoire de LAMATH

. les parcelles ZK 2 - ZL 4 - ZM 26,57,72 sur le territoire de XERMAMENIL

conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur Bruno CHARPENTIER.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur Bruno CHARPENTIER, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GERBEVILLER - LAMATH et XERMAMENIL pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 453, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à XERMAMENIL - LAMATH - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3172

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Monsieur CHARPENTIER Bruno et de Monsieur ROUSSEL Jérôme (EARL des DEUX VILLAGES) relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités, SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de Messieurs MARIN Jean Paul et VUILLAUME Jean Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DES DEUX VILLAGES, composé de Monsieur ROUSSEL Jérôme, est autorisé à exploiter 10.00 ha (LAMATH parcelles B 271-272 – XERMAMENIL parcelles ZB 5 - ZM 25-110) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES DEUX VILLAGES (Monsieur ROUSSEL Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur ROUSSEL Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XERMAMENIL et LAMATH pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 454, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à XERMAMENIL - LAMATH - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3171

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Monsieur CHARPENTIER Bruno et de Monsieur ROUSSEL Jérôme (EARL des DEUX VILLAGES) relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités, SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de Messieurs MARIN Jean Paul et VUILLAUME Jean Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Monsieur VUILLAUME Jean-Luc est autorisé à exploiter 6,27 ha (LAMATH parcelle ZB 7 – XERMAMENIL parcelles ZM 26-57) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VUILLAUME Jean-Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur VUILLAUME Jean-Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XERMAMENIL et LAMATH pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 455, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à XERMAMENIL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3154

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Monsieur CHARPENTIER Bruno et de Monsieur ROUSSEL Jérôme (EARL des DEUX VILLAGES) relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités, SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de Messieurs MARIN Jean Paul et VUILLAUME Jean Luc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Monsieur MARIN Jean Paul est autorisé à exploiter 10,60 ha (XERMAMENIL parcelles ZK 2 - ZL 4 - ZM 6-72-82) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARIN Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur MARIN Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XERMAMENIL pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 456, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à 3175 - Demande d'autorisation d'exploiter n° TRAMONT LASSUS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Messieurs GERARD Alexandre et Louis (GAEC GERARD) et de Messieurs MARIOTTE Jean François, CHAREE Edgard et Madame MARIOTTE Sabine (EARL du CHAPENTOUX), relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC GERARD, composé de Messieurs GERARD Alexandre et Louis, est autorisé à exploiter 2,68 ha (TRAMONT LASSUS parcelles ZE 27-28-80) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC GERARD (Messieurs GERARD Alexandre et Louis).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs GERARD Alexandre et Louis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRAMONT LASSUS pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 457, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TRAMONT LASSUS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3184

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Messieurs GERARD Alexandre et Louis (GAEC GERARD) et de Messieurs MARIOTTE Jean François, CHAREE Edgard et Madame MARIOTTE Sabine (EARL du CHAPENTOUX), relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : L'EARL de CHAPENTOUX, composé de Messieurs, Madame MARIOTTE Jean François, CHAREE Edgard et MARIOTTE Sabine, est autorisé à exploiter 5,36 ha (TRAMONT LASSUS parcelles ZE 027, 028, 080, 081) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de CHAPENTOUX (Messieurs, Madame MARIOTTE Jean François, CHAREE Edgard et MARIOTTE Sabine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs, Madame MARIOTTE Jean François, CHAREE Edgard et MARIOTTE Sabine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRAMONT LASSUS pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 458, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT REMY AUX BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3173

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DU GRAND MONT, composé de Monsieur COLIN Daniel, est autorisé à exploiter 7,97 ha (SAINT REMY AUX BOIS parcelles U 0007-0031-0071) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU GRAND MONT (Monsieur COLIN Daniel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur COLIN Daniel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT REMY AUX BOIS pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 459, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VIVIERS SUR CHIERS - NOUILLONPONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3185

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL BAUDOIN, composé de Messieurs, Madame BAUDOIN Charles, Simon, BAUDOIN Monique, est autorisé à exploiter 57,99 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL BAUDOIN (Messieurs, Madame BAUDOIN Charles, Simon, BAUDOIN Monique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs, Madame BAUDOIN Charles, Simon, BAUDOIN Monique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VIVIERS SUR CHIERS et NOUILLONPONT pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 460, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TRAMONT LASSUS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3176

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : La SCEA DU HAUT DES ROSES, composée de Messieurs FRANCOIS Gérald et Lucien, est autorisée à exploiter 119,08 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU HAUT DES ROSES (Messieurs FRANCOIS Gérald et Lucien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs FRANCOIS Gérald et Lucien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PETTONVILLE et HABLAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 461, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CRION - SIONVILLER - VARANGEVILLE - CROISMARE - BIENVILLE LA PETITE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3170

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DE FROIDEFONTAINE, composé de Madame, Monsieur MASSON Etienne et Blandine, est autorisé à exploiter 81,93 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE FROIDEFONTAINE (Madame, Monsieur MASSON Etienne et Blandine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Madame, Monsieur MASSON Etienne et Blandine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CRION - SIONVILLER - VARANGEVILLE - CROISMARE et BIENVILLE LA PETITE pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 462, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY SUR MOSELLE - BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3186

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : Monsieur REVEILLE Pierre, est autorisé sous réserve d'installation aidée au plus tard le 31/12/2011, à exploiter 185,60 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur REVEILLE Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur REVEILLE Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLAVIGNY SUR MOSELLE et BENNEY pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 463, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLAVIGNY SUR MOSELLE - BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3177

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : Monsieur DEMANGE Richard est autorisé, sous réserve d'installation aidée au plus tard le 31/12/2011, à exploiter 25,25 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEMANGE Richard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur DEMANGE Richard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAGNIERES - VALLOIS et MOYEN pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 464, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAULXURES LES NANCY - ART SUR MEURTHE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3178

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : Madame ULMER-KAISER Marie-Christine, est autorisée à exploiter 41,91 ha (ART SUR MEURTHE parcelles A 0059 - AE 0001-0002 - AK 0002 - AL 0001 - X 0058 - SAULXURES LES NANCY parcelle AO 0003) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame ULMER-KAISER Marie-Christine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame ULMER-KAISER Marie-Christine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAULXURES LES NANCY et ART SUR MEURTHE pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 465, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLEY SAINT ETIENNE - DOMMARTIN LES TOUL - GONDREVILLE - VILLEY LE SEC - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3181

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : Monsieur HECHON Aloïs est autorisé à exploiter 343,30 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HECHON Aloïs.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur HECHON Aloïs, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE - DOMMARTIN LES TOUL - GONDREVILLE et VILLEY LE SEC pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 466, du 08 décembre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à AGINCOURT - AMANCE - ARRAYE ET HAN - BOUXIERES AUX CHENES - DOMMARTIN SOUS AMANCE - ESSEY LES NANCY - LAITRE SOUS AMANCE - LANEUVELOTTTE - PULNOY - SEICHAMPS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3183

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : Monsieur GRANDDIDIER Jean-Baptiste est autorisé à exploiter 289,90 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GRANDDIDIER Jean-Baptiste.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur GRANDDIDIER Jean-Baptiste, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de AGINCOURT - AMANCE - ARRAYE ET HAN - BOUXIERES AUX CHENES - DOMMARTIN SOUS AMANCE - ESSEY LES NANCY - LAITRE SOUS AMANCE - LANEUVELOTTTE - PULNOY et SEICHAMPS pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental
La directrice adjointe
Mme FOTRE-MULLER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté 2010/DDT/TS/037 du 8 décembre 2010 concernant une enquête de "commodo et incommodo" relatif à la suppression des passages à niveau publics pour piétons n° 16 et 22 de la ligne SNCF de Jarville à Mirecourt sur le territoire de la commune de Messein

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er : Il sera procédé dans la commune de MESSEIN à une enquête de "commodo et incommodo" sur le projet présenté par la société nationale des chemins de fer français, relatif à la suppression des passages à niveau publics pour piétons n° 16 et 22, respectivement situés aux points kilométriques 9,303 et 10,117 de la ligne de chemin de fer de JARVILLE-LA-MALGRANGE à MIRECOURT, sur le territoire de la commune de MESSEIN.

Article 2 : Dès réception du dossier, l'enquête sera annoncée aux habitants dans la forme ordinaire et par voie de publication et d'affiches par les soins de la mairie concernée.

Article 3 : Le dossier sera déposé à la mairie pendant 16 jours consécutifs du mercredi 26 janvier 2010 au vendredi 11 février 2010 inclus et pourra y être consulté en mairie de MESSEIN, les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h30 à 11h30 et de 15h00 à 17h30, le mercredi de 9h30 à 11h30 et de 15h00 à 19h00, et le samedi de 9h30 à 11h30.

Ce délai de 16 jours ne courra qu'à partir de l'annonce de l'enquête.

Article 4 : Monsieur Jacques KREBS domicilié 6 rue Voltaire – 54 520 LAXOU, est nommé commissaire enquêteur. Il recevra les déclarations des habitants sur le projet dont il s'agit le vendredi 11 février 2010 de 14h00 à 18h00, en mairie de MESSEIN.

Article 5 : Le maire de la commune remettra au commissaire enquêteur, avant l'enquête, le certificat constatant l'accomplissement des formalités prescrites à l'article 2.

Ce certificat sera annexé au procès-verbal du commissaire-enquêteur.

Article 6 : Le commissaire enquêteur mentionnera et certifiera, sur un procès-verbal établi à cet effet, les déclarations et réclamations qui lui auront été faites oralement et que les déclarants seront invités à signer.

Il joindra à ce document, en leur donnant un numéro d'ordre, celles qui lui auront été transmises par écrit au cours de l'enquête.

Le procès-verbal devra être complété par l'avis personnel et motivé du commissaire enquêteur, qui visera en outre les pièces du dossier et remettra sous huitaine celui-ci au maire.

Article 7 : Le conseil municipal de la commune délibérera le plus tôt possible sur le projet après clôture de l'enquête et, au plus tard, deux mois après la remise du dossier au maire.

Au cas où le conseil municipal n'aurait pas examiné le projet dans ce délai, il sera réputé avoir donné un avis favorable.

Article 8 : Le maire de la commune transmettra immédiatement à la préfecture après cette délibération, toutes pièces constitutives au dossier de l'enquête.

Article 9 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et monsieur le maire de MESSEIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur de l'établissement équipement de lorraine sud – SNCF,
- M. Jacques KREBS, commissaire enquêteur,
- M. le directeur des archives départementales,
- Préfecture, bureau du management stratégique de services de l'Etat.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service environnement, eau, biodiversité

Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2010/010 du 30 novembre 2010 définissant l'avis annuel des périodes d'ouverture de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle en 2011

Dispositions du titre III - livre IV du code de l'environnement et notamment de l'article L. 436-5 réglementant la pêche en eau douce et de l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce en Meurthe-et-Moselle

La pêche est autorisée dans le département de Meurthe-et-Moselle pour les écrevisses, les grenouilles et toutes les espèces de poissons, durant les périodes d'ouverture générale ci-après :

- Eaux de première catégorie : du 12 mars au 18 septembre 2011
- Eaux de deuxième catégorie : du 1er janvier au 31 décembre 2011 pour la pêche aux lignes.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la pêche des espèces suivantes est interdite en dehors des temps d'ouverture ci-après :

ESPECES	EAUX de 1 ^{ère} CATEGORIE	EAUX de 2 ^{ème} CATEGORIE
TRUITE ARC-EN-CIEL	du 12 mars au 18 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
SAUMON DE FONTAINE	du 12 mars au 18 septembre	du 12 mars au 18 septembre
TRUITE FARIO	du 12 mars au 18 septembre	du 12 mars au 18 septembre
OMBRE COMMUN	du 21 mai au 18 septembre	du 21 mai au 31 décembre
BROCHET	du 12 mars au 18 septembre	du 1 ^{er} janvier au 30 janvier
SANDRE	du 12 mars au 18 septembre	et du 1 ^{er} mai au 31 décembre
ECREVISSES à pattes rouges, à pattes grêles	du 23 juillet au 1 ^{er} août	du 23 juillet au 1 ^{er} août
GRENOUILLE verte	du 15 avril au 18 septembre	du 15 avril au 02 octobre
ANGUILLE EUROPEENNE JAUNE uniquement	du 15 avril au 15 septembre	du 15 avril au 15 septembre
Toutes espèces de poissons non mentionnées ci-dessus	du 12 mars au 18 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

Les jours indiqués ci-dessus sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche dans le lac de Pierre Percée, classé grand lac intérieur de montagne de deuxième catégorie piscicole, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

La pêche de la carpe de nuit est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

Toute pêche est interdite dans les réserves définies par arrêtés préfectoraux.

Il est interdit d'appâter les hameçons et les engins avec la civelle, l'anguille ou sa chair.

La pêche de nuit de l'anguille est interdite.

NOTA :

- le nombre de prises de salmonidés est limité à 6 par pêcheur et par jour.
- la taille minimale de capture des salmonidés est fixée à 0,23 m sur tout le département, à l'exception de La Plaine où la taille est fixée à 0,20 m.
- la taille minimale de l'ombre est fixée à 0,30 m.
- la taille minimale du brochet est fixée à 0,50 m dans les eaux de la 2^{ème} catégorie.
- la taille minimale du sandre est fixée à 0,40 m dans les eaux de la 2^{ème} catégorie.

GRENOUILLES : La mutilation, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non des grenouilles verte et rousse (sauf issues d'élevage pour la rousse), qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, sont interdits en toute période dans les conditions déterminées par les articles L 411-1 à 4 et R.*411-1 à 5 du code de l'environnement et l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 pris pour l'application du Livre IV, Titre 1er (protection de la faune et de la flore) du même code. La destruction ou l'enlèvement d'œufs, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation des spécimens des autres espèces de grenouilles est totalement interdite, ainsi que le transport, le colportage, l'utilisation la mise en vente, la vente et l'achat des spécimens vivants ou morts.

Nancy, le 30 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2010/011 du 30 novembre 2010 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1er avril au 31 octobre 2011 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie décrits ci-dessous.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

RIVIERES, CANAL ET PLANS D'EAU	COMMUNE	DESIGNATION DU LIEU	A.A.P.M.A GESTIONNAIRE
LE MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieu-dit « Paquis de SOCOURT », soit 135 m.	XIROCOURT
LE MADON	ORMES-ET-VILLE (Ville sur Madon)	Rive droite, de part et d'autre du parcours pour handicapés sur 300 m en amont et 300 m en aval au lieu-dit « LA HEYRARD », soit 800 m.	TANTONVILLE
LE MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au « neuf moulin », soit 300 m.	XEUILLEY
LA MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9 : derrière les locaux de la DDE « Plein de la Brasserie », de l'embarcadère au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	BACCARAT
LA MEURTHE	ROSIERES-AUX-SALINES	Rive gauche, derrière les « Sablières de la Meurthe ». En amont de la conduite forcée SOLVAY sur 900 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	DOMBASLE SUR -MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1 000 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY	De 110 m en aval du pont du canal BRUCKE (pont SNCF) en rive gauche, sur 720 m en aval de ce pont.	NANCY
LA MEURTHE	CHAMPIGNEULLES	1 120 m rive gauche uniquement en amont du barrage du moulin noir.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	LIVERDUN	Rive gauche uniquement, du lieu-dit "le Golf" (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D 90, soit 2 750 m.	NANCY
CANAL DE L'EST	TONNOY	De la ferme du Ménil jusqu'au déversoir en amont, rive droite, soit 900 m.	NANCY
CANAL DE L'EST	NEUVILLER SUR MOSELLE	Au niveau de la pépinière jusqu'à 450 m en amont, rive gauche.	NANCY
CANAL DE JONCTION	LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY	Rive gauche, depuis l'écluse n°11 jusqu'au pont du chemin de fer.	NANCY
MOSELLE	FONTENOY	Depuis le pont du chemin de fer jusqu'à la confluence avec la Moselle canalisée soit 3 000 m.	NANCY
LA MOSELLE	PONT-SAINT-VINCENT	Aval du pont des crassiers jusqu'à la confluence avec le Madon soit 1 000 m.	NANCY
LA MOSELLE	AINGERAY	Rive droite : des pompes à l'ASPTT soit 2 600 m.	NANCY
LA MOSELLE	FROUARD	De 50 m de l'écluse du Clévant sur 800 m en amont.	NANCY
MOSELLE	CUSTINES	De l'hôtel de l'Isle jusqu'à 700 m en aval sur la rive droite.	NANCY
LA MOSELLE	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	Rive droite, face aux sablières GSM de Pierre-la-Treiche, jusqu'au pont cassé de l'ancienne voie stratégique militaire, hors île, soit environ 700 m.	TOUL
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES TOUL	Rive droite : de la « queue de chat » à l'aval immédiat de l'étang DOILLON, soit 800 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive droite : de l'ouvrage indiquant le niveau d'eau jusqu'à la goulotte de Dommartin-lès-Toul, soit 400 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang RENAULT jusqu'à 100 m à l'aval du pont "de la Queue du Chat", soit 600 m.	TOUL
CANAL A GRAND GABARIT	TOUL	Rive gauche : de la pointe des ateliers de service de la Navigation jusqu'au pont routier de Gondreville, soit 5 900 m.	TOUL
MOSELLE CANALISEE	PIERRE-LA-TREICHE	De 750 m en amont du restaurant Beaurivage jusqu'à 1 500 m en amont, rive droite.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements GOUVY sur une distance de 1 200 m (PK 334,83 à 336,03) lot 34.	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie Moselle sauvage, amont et aval du RD. 10 côté autoroute A31 sur 1000 m. Rive droite, 50 m en amont du barrage du LIEGEOT, côté commune d'AUTREVILLE sur 1 000 m. PK 333,60 à 337,60. Lot 40.	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Moselle canalisée lots 34 et 35 amont et aval du pont RD.10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes de Dieulouard et Blénod-lès-Pont-à-Mousson rive droite uniquement, soit 1 670 m. PK 333,33 à 335,00.	DIEULOUARD
LA MOSELLE	PONT-A-MOUSSON	Rive droite : de 50 m en aval du barrage de Pont-à-Mousson jusqu'au lieu dit « trou Wathier », soit 3 500 m, lot 56 Moselle non canalisée.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE	VANDIERES	Rive gauche : depuis 50 m à l'amont du seuil de Vandières jusqu'à 2 800 m en amont, lot 57.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE CANALISEE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, lots 36 entre la limite de la commune de Dieulouard et le pont de la centrale de Blénod (PK333.33 à 332.25).	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

ANCIEN CANAL	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON et ATTON	Rive gauche, du PK 329 jusqu'au PK 331, soit 2 000 m. Rive droite, trou du Vouaux (au niveau du PK 329).	PONT A-MOUSSON
L'ORNE	HATRIZE ET VALLEROY	Rive gauche de l'Orne à partir du ruisseau « le Petit Rhin » à Hatriz jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de Valleroy soit 2 000 m.	JOEUF- HOMECOURT
ETANG DE JOURDEVILLE	JOUDREVILLE	De la digue au pont de bois côté Joudreville, soit 450 m.	JOUDREVILLE
PLAN D'EAU DE LA SANGSUE	BRIEY	Sur la rive droite du plan d'eau, de l'île au déversoir, soit 800 m.	BRIEY

Article 2 : Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

Article 3 : En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R436-13 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

Article 4 : La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied (décret du 6 février 1932 ; les articles L 2131-2 et L2132-16 du code général de la propriété des personnes publiques).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux (article L 2132-2 du code général de la propriété des personnes publiques), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs (déchets, détritus et autres récupérés).

Article 5 : Aucun aménagement de berge (terrassment, déplacement d'enrochements, édification de ponton...) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Le respect de cette prescription est de la responsabilité de l'adjudicataire des baux.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, les maires des communes de Aingeray, Atton, Baccarat, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Briey, Champigneulle, Chaudeney-sur-Moselle, Custines, Dieulouard, Dommartin-lès-Toul, Dombasle-sur-Meurthe, Flavigny-sur-Moselle, Fontenoy, Frouard, Hatriz, Joudreville, Laneuveville-devant-Nancy, Liverdun, Neuves-Maisons, Neuville-sur-Moselle, Ormes-et-Ville, Pierre-la-Treiche, Pont-à-Mousson, Pont-Saint-Vincent, Rosières-aux-Salines, Tonnoy, Toul, Valleroy, Vandières, Xeuilly et Xirocourt, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires et le chef du service de la navigation du nord-est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté du 3 décembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de HUSSIGNY-GODBRANGE et THIL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thil. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-visées pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie des communes sus-visées, à la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et les maires des communes sus-visées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du logement,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 3 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 3 décembre 2010 de prescription de plans de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation des communes d'AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, BELLEVILLE, DIEULOUARD, MARBACHE et MILLERY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1 : Il est prescrit des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation de la Moselle sur le territoire des communes d'Autreville-sur-Moselle, Belleville, Dieulouard, Marbach, et Millery.

Article 2 : La Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 3 : La concertation relative à l'élaboration du projet se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDT et les représentants des collectivités concernées. Elles feront l'objet de comptes-rendus qui seront joints notamment au dossier d'enquête publique. Les principales étapes de l'élaboration du PPRi pourront être relayées, à l'initiative des communes dans les bulletins d'information communaux.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes susvisées. Il sera affiché pendant au moins un mois dans les mairies de ces communes et sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il fera l'objet d'une mention dans le quotidien "l'Est républicain"

Article 5 : Les services de l'Etat concernés et les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS *Santé protection animales - Environnement*

Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.128 du 7 décembre 2010 portant modification de l'arrêté de création du conseil départemental de la santé et de la protection animales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour l'arrêté préfectoral DDSV SSPA 54 – 2006 – 055 du 11/09/2006 portant création du conseil départemental de la santé et de la protection animales pour le rendre cohérent avec la nouvelle organisation territoriale de l'Etat ;

ARRÊTE

Article 1er : L'Article 2 de l'arrêté préfectoral DDSV SSPA 54 – 2006 – 055 portant création du conseil départemental de la santé et de la protection animales et relatif à sa composition est modifié comme suit :

Dans la partie, « Représentants des services de l'État et des établissements publics » :

- « Le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant » est remplacé par « La directrice départementale de la protection des populations ou son représentant »
- « Le chef du service de santé et protection animales de la direction départementale des services vétérinaires » est remplacé par « Le chef du service de santé et protection animales, environnement de la direction départementale de la protection des populations »
- « Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant » et « Le directeur départemental de l'équipement ou son représentant » sont remplacés par « Le directeur départemental du territoire ou son représentant »
- « Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou son représentant » est remplacé par « Le directeur de l'Agence Régionale de la Santé de Lorraine ou son représentant »
- « Le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant » est supprimé
- « Le trésorier payeur général ou son représentant » et « le directeur départemental des services fiscaux ou son représentant » sont remplacés par « le Directeur départemental des finances publiques ou son représentant ».

Article 2 : L'Article 3 de l'arrêté préfectoral DDSV SSPA 54 – 2006 – 055 portant création du conseil départemental de la santé et de la protection animales et relatif à la formation spécialisée dénommée "identification animale" au sein du conseil départemental de la santé et de la protection animales est modifié comme suit au niveau de la composition des membres représentants des services de l'État :

- « Le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant » est remplacé par « La directrice départementale de la protection des populations ou son représentant »
- « Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant » est remplacé par « Le directeur départemental du territoire ou son représentant »
- « Le directeur départemental des services fiscaux ou son représentant » est remplacé par « le Directeur départemental des finances publiques ou son représentant ».

Article 3 : L'Article 9 de l'arrêté préfectoral DDSV SSPA 54 – 2006 – 055 portant création du conseil départemental de la santé et de la protection animales est modifié comme suit : le secrétariat du conseil départemental de la santé et de la protection animales est assuré par la direction départementale de la protection des populations.

Article 4 : Application

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Madame la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Malzéville, le 7 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.129 du 7 décembre 2010 portant nomination des membres du conseil départemental de la santé et de la protection animales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral N°10-DDPP-128 du 07/12/2010 modifiant l'arrêté préfectoral N°DDSV-SSPA54-2006-055 du 11/09/2006 portant création du conseil départemental de la santé et de la protection animales

ARRÊTE

Article 1er : Les membres du conseil de la santé et de la protection animales cités dans l'arrêté susvisé sont les suivants :

- Représentants des services de l'État et des établissements publics :

- * Le préfet ou son représentant ;
- * La directrice départementale de la protection des populations ou son représentant ;
- * Le chef du service de santé, protection animales et environnement de la direction départementale de la protection des populations ;
- * Le directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- * Le directeur de l'Agence Régionale de la Santé Lorraine ou son représentant ;
- * Le commandant du groupement de gendarmerie départemental ou son représentant ;
- * Le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant ;
- * Le directeur départemental des services d'incendies et de secours ou son représentant ;
- * Le chef du service interministériel de défense et de protection civile de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant ;
- * Le directeur départemental des finances ou son représentant ;

- Représentants des collectivités territoriales :

- * Le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ou Monsieur Bernard LECLERC, son suppléant ;
- * Madame THOMAS, conseillère générale ou Monsieur JACQUIN, son suppléant ;
- * Monsieur BRUNNER, conseiller général ou Madame OLIVIER, sa suppléante ;
- * Monsieur Jacques LAMBLIN, député-maire de LUNEVILLE ou Monsieur Bernard GENAY, maire de LAMATH, son suppléant ;
- * Madame Edith CEGLARZ, maire de SAIZERAIS ou Monsieur Claude MANET, maire de BRULEY, son suppléant ;
- * Monsieur Charles-Paul PEYROT, maire de NORROY-le-SEC ou Monsieur Jean-Marie CUNY, maire de XONVILLE, son suppléant ;

- Représentants d'organisations syndicales et professionnelles agricoles et vétérinaires :

- * Le président de la chambre d'agriculture ou son représentant ;
- * Le président de la chambre de commerce et d'industrie ou son représentant ;

- * Le président de l'établissement départemental de l'élevage ou son représentant ;
- * Le directeur de l'établissement départemental de l'élevage ou son représentant ;
- * Le président du groupement de défense sanitaire du bétail ;
- * Le président du groupement de défenses sanitaire de l'abeille ou son représentant ;
- * Le président du conseil régional de l'ordre des vétérinaires ou son représentant ;
- * Le président du groupement technique vétérinaire de Meurthe-et-Moselle ;
- * Le président du Syndicat national des vétérinaires d'exercice libérale de Meurthe-et-Moselle ;
- * Dr Frédéric ANDRÉ, vétérinaire sanitaire à VÉZELISE ;
- * Le président de la FDSEA 54 ou son représentant ;
- * Le président des Jeunes Agriculteurs 54 ou son représentant ;
- Représentants d'organisations à vocation économique :
 - * Le président de l'Association de Productions Animales de L'est ou son représentant
 - * Le président de la Coopérative Agricole Lorraine- Section élevage ou son représentant
 - * Monsieur DÉRIEU représentant de PORCI-EST
 - * M. PARISSE, Président Directeur Général de la société SANCCO - COCORETTE ;
 - * M. Christian BARTHOLUS, représentant de l'ALIBEV pour les abattoirs publics ;
 - * M. Eric GUILLOCHON, Directeur de la société ELIVIA au titre des abattoirs privés ou son représentant ;
 - * M. André JULLION, représentant de la société ATEMAS Nord Est, pour les entreprises d'équarrissage ;
 - * Monsieur Nicolas CERVERA, représentant du centre d'insémination artificielle de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY ;
 - * Le président d'OPTIVAL ;
 - * Monsieur Didier BLOCH, représentant la fédération départementale des commerçants en bestiaux ;
 - * Monsieur Michel MEHL, représentant du syndicat interprofessionnel des fabricants et distributeurs de produits et animaux familiers (PRODAF) ;
 - * La directrice du Laboratoire Vétérinaire et Alimentaire Départemental de Meurthe-et-Moselle ou son représentant ;
 - * Monsieur BOULY Serge, hydrogéologue agréé ;
- Représentants des associations de protection des animaux et de protection de la nature et organisations ayant trait à la faune sauvage
 - * Madame la présidente de la société lorraine de protection animale ;
 - * Monsieur Frédéric FREUND, représentant l'association d'œuvre d'Assistance aux Bêtes d'Abattoirs ;
 - * Madame Marielle THOMAS, représentant de la formation « faune sauvage captive » de la commission départementale des sites, perspectives et paysages ;
 - * Madame Julie CHARPENTIER, Présidente de la Commission de Protection de l'Environnement, du Patrimoine, des Eaux, du Sous-sol et des Chiroptères de Lorraine (CPEPESC) ;
 - * M Claude HUBERT, représentant la ligue de protection des oiseaux ou Mme Françoise GAUTIER sa suppléante ;
 - * Le président de la fédération départementale des chasseurs ou son représentant ;
 - * Le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ;

Article 2 : Au sein du conseil départemental de la santé et de la protection animales, il est créé une formation spécialisée dénommée "identification animale".

La formation spécialisée dite "identification animale" est consultée pour les modalités et la mise en œuvre de l'identification des animaux.

Lorsque le conseil départemental de la santé et de la protection animales est saisi au titre de l'identification des animaux, il se réunit dans la formation spécialisée dite "identification animale".

Cette formation spécialisée comprend :

- 1) Des représentants des services de l'État
 - * La directrice départementale de la protection des populations ou son représentant
 - * Le directeur départemental des territoires ou son représentant
 - * Le directeur départemental des finances ou son représentant
- 2) Des représentants des organisations syndicales et professionnelles agricoles et vétérinaires
 - * Le président de la chambre d'agriculture ou son représentant ;
 - * Le président de l'établissement départemental de l'élevage ou son représentant ;
 - * Le directeur de l'établissement départemental de l'élevage ou son représentant ;
 - * Le président du groupement de défense sanitaire ou son représentant ;
 - * Le président de la coopérative agricole de production de viande ou son représentant ;
 - * M. Christian BARTHOLUS, représentant de l'ALIBEV pour les abattoirs publics ;
 - * Le directeur de la société ELIVIA au titre des abattoirs privés ou son représentant ;
 - * Le président de l'Association de Productions Animales de L'Est ou son représentant ;
 - * Le président de la Coopérative Agricole des Producteurs de Lorraine- Section élevage ou son représentant
 - * Monsieur DÉRIEU, représentant de PORCI-EST ;
 - * Monsieur Didier BLOCH, représentant la fédération départementale des commerçants en bestiaux ;
 - * Le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant ;
 - * Le président des jeunes agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ;
 - * Le président du conseil régional de l'ordre des vétérinaires ou son représentant ;
 - * Le président du groupement technique vétérinaire de Meurthe-et-Moselle ;

Article 3 : L'arrêté préfectoral 08/DDSV/111 portant nomination des membres du conseil départemental de la santé et de la protection animale en date du 26/09/2008 est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Malzéville, le 7 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES *Service aménagement durable, urbanisme, risques*

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 39580 du 13 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de OZERAILLES

Par arrêté préfectoral n° 39580 en date du 13 décembre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTA du poste "Epine", sur la commune de OZERAILLES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42244 du 13 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de FROUARD

Par arrêté préfectoral n° 42244 en date du 13 décembre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation 3 T. jaunes cellules B5, B6 et B7, SNC SEPRIC, ZAC du Saule Gaillard, sur la commune de FROUARD.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47201 du 13 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LONGWY

Par arrêté préfectoral n° 47201 en date du 13 décembre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement station pompage syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy face au n° 2 de la rue de la Faïencerie, sur la commune de LONGWY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 48798 du 13 décembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de DOMGERMAIN

Par arrêté préfectoral n° 48798 en date du 13 décembre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA + renforcement du réseau, Mme HANOCQ Céline, 19 rue de Rosières, sur la commune de DOMGERMAIN.

